

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

CARACTÈRE ET FONCTIONNEMENT

des

Courtes prescriptions

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le mercredi 2 juin 1909, à 1 heure

PAR

Anselme BERTON

Président : M. TISSIER, *professeur.*

Suffragants : { MM. MASSIGLI, } *Professeurs.*
BARTIN, }

IMPRIMERIE MELLOTTÉE

CHATEAURoux, 2, RUE GUTENBERG
PARIS, 127, AVENUE DE CLICHY

1909

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

CARACTÈRE ET FONCTIONNEMENT
des
Courtes prescriptions

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le mercredi 2 juin 1909, à 4 heure.

PAR

Anselme BERTON



Président : M. TISSIER, *professeur.*

Suffragants : { MM. MASSIGLI, } *Professeurs.*
BARTIN, }

IMPRIMERIE MELLOTTÉE

CHATEAURoux, 2, RUE GUTENBERG
PARIS, 127, AVENUE DE CLICHY

1909

A MES PARENTS

Caractère et fonctionnement des COURTES PRESCRIPTIONS

INTRODUCTION

La définition de la prescription a donné lieu à de nombreuses controverses et les auteurs sont loin d'être d'accord.

Nous nous bornerons à étudier sommairement différentes théories et à donner la solution qui nous paraît la meilleure.

La définition qu'en donne le Code civil dans l'article 2119 est ainsi conçue : « La prescription est un moyen » d'acquérir ou de se libérer par un certain laps » de temps et sous les conditions déterminées par » la loi. »

La définition du Code s'applique aux deux espèces de prescriptions, la prescription acquisitive ou usucapion qui nous fait acquérir la propriété d'une chose (art. 712) et la prescription extinctive ou libératoire qui nous libère d'une obligation en l'éteignant (art. 1234).

Il semble au point de vue du droit positif que l'on

devrait s'incliner devant une définition que le législateur lui-même a donnée. Cependant il n'en est rien et la divergence qui existait déjà dans l'ancien droit s'est continuée dans le droit actuel.

Dunod à qui beaucoup des règles du titre de la prescription ont été empruntées par les rédacteurs du Code définissait la prescription : « Un moyen d'acquérir le domaine des choses en les possédant comme propriétaire et de s'affranchir des droits incorporels, des actions et des obligations, lorsque celui à qui ils appartiennent a négligé pendant un certain temps de s'en servir et de les exercer¹. »

Pour Domat qui en donne une définition se rapprochant encore plus de celle du Code, « la prescription est une manière d'acquérir et de perdre le droit de propriété d'une chose par l'effet du temps », et ailleurs il dit : « Les mêmes raisons, qui font que la longue possession acquiert la propriété et dépouille l'ancien propriétaire, font aussi que toutes sortes de droits et d'acquisitions s'acquièrent et se perdent par l'effet du temps² ». Mais le tort de Domat est de considérer la prescription comme un mode d'acquisition s'appliquant à tous les droits également car ainsi que la Cour de Cassation l'a jugé « les lois qui établissent les prescriptions sont de droit étroit et ne peuvent être étendues par analogie d'un cas à un autre³ ».

Pothier qui ne définit pas la prescription extinctive la décrit ainsi : « Régulièrement les actions qui nais-

1. Dunod, *De la prescription*, p. 1.

2. Domat, *Lois civiles*, t. III, titre VII, sect. IV.

3. Cass., 26 juin 1859, S. 59.1.858.

» sent des créances doivent être intentées dans le délai
» de trente ans. Lorsque le créancier a laissé écouler
» ce temps sans intenter son action, le débiteur
» acquiert contre lui une prescription qui rend le
» créancier non recevable à la demande ¹. »

Aussi l'élément commun à ces deux prescriptions, la prescription acquisitive et la prescription libératoire est le temps : sa durée varie suivant les cas mais sans jamais dépasser trente ans. « Mais le temps seul, a dit » Bigot Préameneu, ne peut rien créer ni détruire. »

Cela est vrai car ce n'est pas le temps qui agit et qui produit l'effet acquisitif ou libératoire ; c'est d'un côté la possession et de l'autre l'inaction du créancier qui entraînent ces résultats quand elles sont prolongées pendant un certain laps de temps. En disant que la prescription est un mode d'acquérir ou de se libérer, les auteurs du Code ont eu soin d'ajouter « et sous les » conditions déterminées par la loi ». La définition est ainsi complétée et celle que donnent MM. Baudry-Lacantinerie et Tissier n'est que celle du Code développée, en effet dans leur définition ils indiquent d'une manière générale les conditions déterminées par la loi. « La prescription acquisitive, disent-ils, est un mode » d'acquisition de la propriété résultant de la possession légale prolongée pendant un certain temps. La » prescription libératoire est un mode de libération » résultant de l'inaction du créancier pendant le temps » fixé par la loi ². »

1. Pothier, *Introduction à la coutume d'Orléans*, titre XIV, *Traité des obligations*, n° 678.

2. Baudry-Tissier, p. 18, n° 25.

De cette définition résulte que la prescription extinctive n'est pas seulement une fin de non-recevoir contre l'action sans extinction de la créance, mais encore elle a un résultat important puisqu'elle entraîne, en droit français tout au moins, extinction de la créance.

Pour certains auteurs Aubry et Rau en particulier, la prescription ne serait pas un mode d'acquisition ou de libération, elle ne constituerait qu'une preuve légale, une présomption. « L'usucapion, disent-ils, est moins » un moyen d'acquérir dans le sens propre du mot, » qu'un moyen de consolider, à l'aide d'une possession » revêtue de certains caractères et continuée pendant » un laps de temps déterminé, une acquisition sujette à » éviction ou même simplement présumée ; quant à » la prescription extinctive c'est une exception au » moyen de laquelle on peut en général repousser une » action, par cela seul que celui qui la forme a pendant » un certain laps temps négligé de l'intenter et » d'exercer le droit auquel elle se rapporte¹. »

A cette définition d'Aubry et Rau nous répondrons que sans doute la prescription repose sur une présomption mais qu'elle n'est pas elle-même une présomption, elle a été consacrée parce qu'on a supposé préexistant un fait translatif ou libératoire, c'est un motif de l'existence de la prescription, mais ce n'est pas la prescription elle-même.

Le Code civil met la prescription sur la même ligne que le paiement quand il dit dans son article 1234 que les obligations s'éteignent par la prescription. Et comme

1. Aubry et Rau, 4^e éd., t. VIII, p. 423.

le dit Laurent¹ : « Dire que la prescription extinctive
» est une présomption c'est confondre le fait juridique
» de l'extinction d'une dette avec la preuve de ce fait.
» Ainsi non seulement nos textes excluent toute idée
» de présomption, il faut dire plus : considérer la
» prescription comme une présomption c'est confon-
» dre l'extinction des droits avec la preuve de ces
» faits. »

De même Marcadé² dit : « Cette raison d'être de la
» prescription n'est pas la prescription ; et on a con-
» fondu deux choses distinctes, quand en lisant dans
» les travaux préparatoires du Code et dans nos
» auteurs anciens et modernes le développement de
» cette idée, on a pris le pourquoi de l'institution pour
» l'institution elle-même. »

M. Tissier nous semble dans le vrai et nous nous
rallierons volontiers à son opinion quand il dit : « Il
» faut, à notre avis, écarter ces définitions comme peu
» exactes. Sans doute l'idée de consolider une acquisition
» présumée, ou de protéger une libération probable est
» une des raisons d'être de la prescription : et il ne
» faut pas confondre l'institution avec les raisons qui
» la justifient. Dans notre droit comme dans le droit
» romain la prescription est un mode d'acquisition ou
» de libération... Il y a sans doute certaines consé-
» quences à tirer de cette idée, que la prescription
» repose entre autres raisons sur la présomption,
» que le droit auquel elle s'applique a réellement été
» éteint, mais il ne faut pas donner comme définition

1. Laurent, t. XXXII, n° 513.

2. Marcadé, *De la prescription*, n° 2, p. 4.

» de la prescription ce qui n'est qu'un des motifs pris
» en considération par la loi ¹. »

FONDEMENT DE LA PRESCRIPTION EN GÉNÉRAL.

D'après la définition que nous avons donnée de la prescription elle peut apparaître quelquefois comme une véritable spoliation, le propriétaire est dépouillé de son droit de propriété et le créancier de son droit de créance.

Le Code français n'indique pas dans son texte les raisons qui ont fait admettre la prescription par ses rédacteurs, mais ses interprètes les énumèrent et sont à peu près d'accord sur ce point.

D'abord la tradition peut servir à justifier la prescription, le droit romain et les coutumes du moyen âge avaient admis la prescription tant acquisitive qu'extinctive.

Mais le motif le plus important qui a fait admettre la prescription, est un motif d'ordre public, la nécessité d'assurer la stabilité de tous les droits. Il serait dangereux qu'un patrimoine important, bien assis, source d'un crédit considérable, soit exposé à s'effondrer devant des revendications ou des créances d'origine si ancienne qu'on ne pouvait pas raisonnablement soupçonner leur existence.

Bien plus sans la prescription aucune opération juridique sérieuse ne pourrait avoir lieu, jamais on ne saurait si les droits dont se prévalent les contractants leur appartiennent sans contestation juridique possible.

1. Baudry-Tissier, *op. cit.*, n° 20, p. 19.

En effet sans la prescription rien de stable. Un propriétaire ne serait jamais assuré de conserver son bien, un débiteur jamais sûr de n'avoir pas à payer deux fois sa dette.

Nul ne serait jamais sûr de conserver son bien sans la prescription, parce que la preuve du droit de propriété serait souvent impossible. En effet pour que dans une action en revendication je triomphe, il ne suffit pas que je prouve que j'ai acquis en vertu d'un titre translatif de propriété, il faut, de plus, que je démontre le droit de propriété de mon auteur, qui n'a pu me rendre propriétaire qu'à la condition d'y être lui-même en vertu de l'adage : *nemo dat quod non habet*. Pour prouver que mon auteur était propriétaire il faut que je démontre le droit de tous les propriétaires antérieurs, entre les mains desquels le bien a successivement passé, et si un seul d'entre eux n'était pas propriétaire, il n'a pu transmettre la propriété et par suite tous ceux qui lui ont succédé sont sans droit. La prescription a simplifié les choses en permettant, à celui auquel incombe le fardeau de la preuve, de n'avoir à prouver qu'une seule chose que lui et ses auteurs sont en possession depuis plus de trente ans. La prescription vient aussi du recours de celui qui a perdu son titre d'acquisition et dans cette hypothèse elle paraît assez légitime.

Il en serait de même dans le cas du débiteur qui ne serait jamais sûr de n'avoir pas à payer de nouveau. En effet, la perte ou la destruction de la quittance peut mettre le débiteur au bout d'un certain laps de temps dans l'impossibilité de prouver sa libération. Encore

ici, et très à propos la prescription viendra au secours du débiteur en suppléant au titre qui lui manque.

Ainsi la prescription en considérant les titres légitimes de propriété et en mettant le débiteur à l'abri d'un créancier malhonnête rassure les particuliers en protégeant leur patrimoine contre d'injustes réclamations. C'est à ce point de vue qu'il est vrai de dire que la prescription est fondée sur une présomption de propriété ou de libération, ainsi elle permet de présumer qu'un état de fait qui existe depuis longtemps est conforme au droit, sinon comment expliquer la longue inaction du propriétaire.

Mais comme toutes les institutions humaines la prescription a son côté faible. Si par hasard les apparences sont trompeuses, elle assurera le triomphe d'un usurpateur contre le véritable propriétaire en consolidant sa situation, ou bien elle libérera un débiteur mauvais payeur qui n'a pas payé sa dette et le créancier sera sacrifié. Cela n'est-il pas d'une injustice révoltante.

Il ne faut pas trop se hâter de plaindre le propriétaire ou le créancier que la prescription dépouille, et de maudire le possesseur ou le débiteur qu'elle enrichit. La partie lésée n'a toujours à s'en prendre qu'à sa propre négligence. Pourquoi le propriétaire est-il resté aussi longtemps sans revendiquer son bien ? L'usurpateur n'a-t-il pas dès lors été à même de croire que le propriétaire renonçait à son droit de propriété ; de même pour le créancier qui est resté pendant trente ans dans l'inaction, le débiteur a pu croire qu'il lui faisait remise de la dette. De plus il ne serait pas toujours équitable de donner satisfaction à la réclamation

tardive du propriétaire ou du créancier ; en effet un retard excessif dans l'exercice de l'action peut préjudicier gravement au défendeur lui-même, que la restitution ou le paiement lui soient devenus avec le temps plus onéreux ou qu'il ait possédé autrefois et qu'il n'ait plus maintenant à sa disposition la preuve que les droits du demandeur sont pour un motif quelconque éteints en tout ou en partie. « La loi, dit Troplong, s'empare de son silence, elle y trouve un principe d'amnistie qu'elle proclame en faveur de celui qui, pendant trente années non interrompues de travail, d'activité, et peut-être d'inquiétudes, a suffisamment expié la violation d'un droit qui n'est pas réclamé. »

En tous cas si la prescription conduit à des résultats contraires à l'équité, il faut lui pardonner en faveur des immenses services qu'elle rend à la société, « sans elle plus de sécurité dans les transactions, plus de stabilité dans les fortunes privées, plus de paix entre les particuliers, ni d'ordre dans l'état ' ».

Dans l'exposé des motifs de la loi Bigot Préameneu s'exprime ainsi : « De toutes les institutions du droit civil la prescription est la plus nécessaire à l'ordre social », et en se plaçant à un point de vue plus élevé il dit avec raison : « la justice générale est rendue et dès lors les intérêts privés qui peuvent être lésés doivent céder à la nécessité de maintenir l'ordre social ».

C'est donc là le principal et véritable fondement de la prescription. Les autres fondements que l'on donne, présomption d'acquisition ou de libération, renonciation du titulaire du droit prescrit, ne sont que des motifs

1. Baudry-Tissier, n° 29, p. 23.

d'ordre secondaire. Ainsi motif prédominant l'intérêt social. Domat a écrit à cet égard :

« Quand il n'y aurait pas d'autre raison qui favorisât
» l'usage des prescriptions que l'utilité publique d'as-
» surer le repos des possesseurs, il serait juste d'empê-
» cher que la propriété des choses demeure toujours
» dans l'incertitude. »

Laurent dit de même et d'une manière très forte :
« Après un certain laps de temps, la possession doit
» devenir le principe du droit. C'est plus qu'un intérêt
» pour la société c'est une question d'existence. La so-
» ciété a donc un droit le plus fort de tous à opposer à
» l'individu, c'est que la société ne se conçoit que là où
» la propriété est assurée et elle ne l'est que si la pos-
» session la consolide. Le droit du propriétaire lui-
» même n'est, dans sa première origine, qu'une posses-
» sion que la société a confirmée en y rattachant l'au-
» torité du droit. Si la propriété peut se fonder sur la
» possession, elle peut aussi s'acquérir par la posses-
» sion contre celui qui cesse de posséder ¹. »

De même pour les droits il y a une nécessité sociale à ce qu'ils ne puissent être exercés indéfiniment, et à leur égard Laurent s'exprime avec non moins de force :
« Que l'on se représente un instant l'état d'une société
» où l'on pourrait faire valoir des droits qui datent de
» dix mille ans. Ce serait une cause universelle de
» troubles et de perturbations dans l'état des fortunes;
» il n'y aurait pas une famille, pas une personne qui
» serait à l'abri d'une action par laquelle sa position
» sociale serait remise en question. Une incertitude

1. Laurent, t. XXXII, n° 5.

» permanente et universelle aurait pour suite un trouble général et incessant. Comment la société et les individus pourraient-ils subsister dans une pareille anarchie ? A celui qui se plaint qu'il est déchu d'un droit par la prescription on peut répondre que cette même prescription le met à l'abri des obligations que lui ou ses ancêtres depuis des milliers d'années auraient contractées. Voilà la compensation de la déchéance qui frappe le créancier, il y gagne la sécurité que le débiteur réclame contre lui ¹. »

Bourdaloue dans un passage souvent cité de ses sermons exprime ainsi cette idée : « J'en appelle à votre expérience. Parcourez les maisons et les familles distinguées par la richesse et l'abondance des biens. Je dis celles qui se piquent d'être honorablement établies, celles où il paraît d'ailleurs de la probité et de la religion. Si vous remontez jusqu'à la source de cette opulence, à peine en trouverez-vous où l'on ne découvre dès l'origine et le principe des choses qui font trembler. »

Il y a un moment où l'incertitude du droit est plus fâcheux que l'injustice : « Tout doit avoir une fin, dit Troplong, et l'Etat est intéressé à ce que les droits ne restent pas trop longtemps en suspens ². »

Thiers a écrit de même : « Il faut bien qu'il y ait un terme où ce qui est par cela seul qu'il est, est déclaré légitime et tenu pour bon, sans quoi voyez quel procès s'élèverait sur toute la surface du globe ³. »

1. Laurent, *op. et loc. cit.*

2. Troplong, *De la prescription*, n° 13.

3. Thiers, *De la propriété*, p. 10.

Spécialement pour la prescription extinctive et dans certaines hypothèses spéciales, il faut ajouter qu'elle repose sur des motifs un peu différents de ceux ci-dessus exposés. C'est ainsi que dans le cas de l'article 1304 du Code civil l'extinction de l'action en nullité repose sur une présomption de confirmation de l'acte entaché de nullité ; c'est ainsi encore que l'article 2277 du même Code a pour but d'empêcher une accumulation d'intérêts ou d'arrérages onéreux pour le débiteur, tandis que les articles 2271 à 2273 dudit Code et l'article 189 du Code de commerce ont essentiellement pour base une présomption de paiement.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

CARACTÈRES DES COURTES PRESCRIPTIONS DES ARTICLES 2271, 2272 ET 2273 DU CODE CIVIL.

Les auteurs désignent les diverses prescriptions, dont le législateur s'occupe dans la section IV du chapitre V au titre de la prescription et mises dans le Code sous la rubrique : « De quelques prescriptions particulières. » Sous le nom de courtes prescriptions la plus longue étant de cinq ans et la plus courte de six mois.

Toutes ces prescriptions constituent des exceptions du droit commun d'après lequel aux termes de l'article 2262 C. civ., la prescription s'accomplit par trente ans. Les textes qui s'occupent de ces prescriptions doivent donc recevoir l'interprétation restrictive.

Nous ne nous occuperons ici que du caractère et du fonctionnement des prescriptions des articles 2271 à 2273.

Ces prescriptions sont de véritables prescriptions libératoires étant donnés les termes employés par la loi constituant un mode d'extinction des obligations ainsi qu'il résulte de l'article 1234 C. civ.

Les prescriptions dont nous nous occupons à la différence de la prescription trentenaire de l'article 2262 établie, ainsi que nous l'avons vu, dans un intérêt social, sont fondées sur une présomption de paiement de la dette quand les délais d'usage ont été expirés.

Cela semble bien résulter de la loi et des articles 2274 et 2275 C. civ. qui contiennent plusieurs dispositions communes et spéciales aux courtes prescriptions des articles 2271 à 2273 dudit Code.

Ces dispositions relatives au serment que le créancier peut déférer à son débiteur, au point de départ et à l'interruption des courtes prescriptions organisées par les articles 2271 à 2273, se rattachent à une idée commune : c'est que les prescriptions dont elles s'occupent ont pour fondement et pour caractère la présomption de paiement.

Dans la pensée du législateur elles sont destinées à suppléer au titre qui le plus souvent manquera au débiteur pour établir sa libération et à empêcher qu'il ne soit obligé de payer deux fois. En effet toutes ces prescriptions s'appliquent à des dettes non constatées par un titre et qu'on a l'habitude de payer le plus souvent sans en retirer de quittance. On ne retire pas de quittance parce que les sommes payées sont généralement d'une faible importance et dès lors un écrit pouvait paraître inutile pour constater l'extinction d'une dette minime et dont aucun écrit n'attestait l'existence. De plus la continuité des relations entre le créancier et le débiteur rend la plupart du temps les reçus inutiles. Tels sont les rapports entre les instituteurs et leurs élèves, les ouvriers et ceux qui les emploient, les mar-

chands au détail et leurs pratiques, les officiers publics et leurs clients, etc...

La présomption de paiement qui sert de base à ces courtes prescriptions est d'autant plus vraisemblable, qu'elles s'appliquent à des dettes dont le paiement est en général exigé très promptement, étant contractées envers des personnes auxquelles leur situation de fortune ne permet pas d'attendre longtemps leur paiement, et représentant pour celui à qui elles sont dues le revenu de la profession.

Ajoutons que sans cette présomption souvent le paiement pourrait être demandé deux fois sans qu'il y eut improbité de la part du créancier, ce genre de dette, ainsi que nous l'avons dit, se contractant rapidement, se soldant de même sans que dans la plupart des cas il reste trace au moins durable de libération.

Dans l'exposé des motifs de la loi relative à la prescription, le conseiller d'Etat Bigot Préameneu parlant des courtes prescriptions s'exprime ainsi (Séance du 17 ventôse an XII) :

« Il est encore quelques prescriptions qui sont particulières au droit français et dont l'usage a fait sentir la nécessité. — Ce genre de prescriptions fut établi sur les présomptions de paiement qui résultent du besoin que les créanciers de cette classe ont d'être promptement payés, de l'habitude que l'on est d'acquitter ces dettes sans un long retard, et même sans exiger de quittance, et même sur les exemples trop souvent répétés de débiteurs et surtout de leurs héritiers contraints en pareil cas de payer plusieurs fois : *Sunt introductæ*, dit Dumoulin

» en parlant de ces prescriptions, *in favorem debitorum qui sine instrumento et testibus, ut filii, solverunt, et præcipue heredum eorum.* » Et plus loin Bigot Préameneu ajoute : « Les prescriptions de six mois, d'un, de deux et de cinq ans dont on vient de parler (c'est-à-dire les prescriptions des articles 2271 à 2273 du Code civil), étant toutes principalement fondées sur la présomption de paiement, il en résulte plusieurs conséquences déjà reconnues par l'ordonnance de 1673.

» Le première est que la continuation des fournitures, livraisons, services ou travaux pouvant également avoir lieu soit que le paiement ait été fait, soit qu'il ne l'ait pas été, n'altère point la présomption de paiement ; ainsi la prescription ne doit cesser de courir que lorsqu'il y a eu compte arrêté, cédule ou obligation ou citation en justice non périmée.

» La seconde, que le serment peut être déféré à ceux qui opposeront ces prescriptions sur le fait de savoir si la chose a été payée ou à leurs représentants s'ils ne savent pas que la chose soit due. »

Tous les arrêts de jurisprudence s'occupant de nos courtes prescriptions répètent à l'envi quelles sont basées sur une présomption de paiement.

Il a été jugé par un arrêt de la Cour de Cassation que la prescription de six mois, édictée par l'article 2271 pour l'action des ouvriers et gens de travail en paiement de leurs fournitures et salaires. est fondée sur une présomption de paiement ¹. De même pour celle

1. Cass., 16 juillet 1906, S. 06.1.400.

de l'article 2272 pour fournitures faites par un marchand, pour les marchandises qu'il vend à un particulier non commerçant¹ et pour la prescription de deux ans opposable d'après l'article 2273 à l'action des avoués pour le paiement de leurs salaires².

Mais quelle est la force de cette présomption ? Admet-elle la preuve contraire et toute espèce de preuve est-elle recevable ?

Cette présomption est une présomption *juris et de jure* et si l'on s'en tenait au principe établi par l'article 1352 C. civ., on pourrait soutenir que nulle preuve n'est admise contre la présomption de paiement puisque sur son fondement la loi dénie l'action en justice, mais l'article 1352 ajoute que la preuve contraire est aussi admise quand la loi la réserve. Or l'article 2275 C. civ. réserve au moins une preuve, celle du serment, et nous verrons en étudiant l'article 2275 que ce seul mode de preuve est admis et que tous les autres modes de preuve et en particulier l'interrogatoire sur faits et articles sont exclus.

Ces prescriptions sont donc de véritables prescriptions. Seulement ce sont des prescriptions incomplètes, il ne suffit pas qu'elles soient invoquées, il faut de plus qu'il y ait serment à l'appui. Il résulte de là que ces courtes prescriptions courent parallèlement et subsidiairement à la prescription trentenaire. Il est de toute évidence qu'après trente ans le serment ne pourrait plus être déféré.

On peut les envisager comme une étape vers la pres-

1. Cass., 17 mai 1904, S. 04.1.328.

2. Bourges, 8 novembre 1905, S. 06.2.236.

cription trentenaire. En effet la créance d'un fournisseur contre son client est prescrite d'une façon complète après trente ans d'inactivité de son titulaire. Mais déjà au bout d'un an son efficacité n'est plus entière, il suffit au débiteur de jurer qu'il a payé sa dette pour être libéré de toute obligation malgré la preuve contraire.

Ainsi le non-usage du droit est nécessaire et suffisant comme pour la prescription trentenaire, pour que le droit se prescrive mais l'effet produit est incomplet.

Ainsi il y a une grande différence entre la prescription de l'article 2262 C. civ. et les courtes prescriptions des articles 2271 à 2273 du même Code. La prescription ordinaire est, ainsi que nous l'avons vu, établie dans un intérêt social. Il y a prescription par cela seul que le créancier est resté pendant trente ans sans agir. La dette peut n'avoir pas été payée. Il ne peut d'ailleurs être question de prouver contre le débiteur que la dette n'a pas été payée, nulle preuve n'étant admise contre la présomption de la loi, lorsque sur son fondement elle dénie l'action en justice (article 1352 C. civ.). On ne peut même pas se prévaloir de l'aveu du débiteur et on ne peut non plus déférer le serment à celui qui invoque la prescription trentenaire.

Au contraire les courtes prescriptions sont basées ainsi que nous l'avons vu sur une présomption de paiement, présomption irréfragable, mais contre laquelle la loi réserve au moins une preuve de serment (article 1352 et 2275 C. civ.).

En outre la prescription de l'article 2262 est interrompue dans les termes des articles 2242 et suiv. et 2248, tandis que pour les courtes prescriptions quand elles sont interrompues dans les termes de l'article 2274, elles n'ont plus lieu et la prescription de trente ans leur est substituée.

CHAPITRE II

CONDITIONS DANS LESQUELLES PEUVENT ÊTRE INVOQUÉES LES COURTES PRESCRIPTIONS.

De ce que ces prescriptions reposent sur une présomption de paiement il ne faudrait pas en conclure que le débiteur qui les invoque soit obligé d'alléguer qu'il a payé. C'est la loi qui présume le paiement et le débiteur peut se borner à invoquer la prescription sans donner aucune explication et sans préciser davantage. La Cour d'Amiens avait décidé le contraire par le motif que les parties avaient contesté au fond et que le débiteur dans sa contestation n'avait pas même allégué avoir payé la somme en paiement de laquelle il était poursuivi. Cet arrêt a été cassé par la Cour de Cassation comme violant formellement la loi¹.

De ce que les courtes prescriptions peuvent être opposées après avoir contesté la demande au fond, il résulte qu'on peut les opposer en tout état de cause même en appel² (art. 2224 C. civ.).

Nous verrons que la jurisprudence n'admet point le

1. Cass., 27 juin 1855, S. 55.1.825, D. 55.1.290. Guillouard, *De la prescription*, t. II, n° 776. Baudry-Tissier, n° 743.

2. Nancy, 21 février 1895, *Gaz. pal.*, 4 avril 1895.

débiteur à opposer la prescription quand il a invoqué un moyen de libération exclusif de l'idée de paiement ou quand il a nié sa dette et par suite reconnu ainsi n'avoir point payé ; mais il n'est pas nécessaire qu'il allègue avoir payé tant que le créancier ne lui défère pas le serment. En opposant la prescription il soutient implicitement avoir payé, mais il n'a point à émettre sur ce point une allégation formelle.

La jurisprudence décide que l'aveu du débiteur rend ainsi l'exception de prescription non recevable. Voici le raisonnement que fait la jurisprudence. La loi nous dit que le débiteur, s'il refuse de prêter serment, ne peut plus opposer la prescription, ce refus de prêter serment est un aveu tacite de non-paiement. Il faut généraliser l'idée et admettre que tout aveu exprès ou tacite fait par le défendeur en justice l'empêche d'opposer la prescription.

La jurisprudence a ainsi décidé que la prescription d'un an édictée par l'article 2272 C. civ. est fondée sur une présomption de paiement qui peut toujours être détruite par un aveu contraire exprès ou tacite du débiteur poursuivi et que, lorsqu'il résulte de cet aveu, qu'aucun paiement n'a eu lieu relativement à la fourniture qui fait l'objet de la demande, il ne peut plus opposer la prescription ¹.

Il a été jugé spécialement que la prescription d'un an de l'article 2272 peut être détruite par la reconnaissance de la dette résultant d'offres réelles faites à la barre du tribunal pour une partie de la somme ré-

1. Cass., 31 octobre 1894, S. 95.1.29, D. 94.1.536, Req., 16 juin 1896, S. 96.1.400, D. 97.1.459.

clamée, ainsi que des pièces versées aux débats et émanant du débiteur¹. Cet arrêt dit que de ces pièces il faut induire reconnaissance (en l'espèce il s'agissait de lettres de commande écrites à un marchand par son client), ce dernier point est douteux ; des lettres émanant du débiteur ne peuvent être une reconnaissance de dette que si elles sont postérieures à la dette, et de plus de simples lettres de commande ne peuvent constituer un titre écrit lors de la naissance de la dette, ce qui exclurait la prescription, ainsi que nous le verrons plus loin.

Et cet aveu contraire faisant échec au moyen de prescription de l'article 2273, résulte implicitement et suffisamment d'une plainte au garde des sceaux, sur la signification de l'exécutoire, et dans laquelle on se borne à soutenir que les dépens, objets dudit exécutoire, devaient être directement recouvrés sur son adversaire qui avait succombé dans l'instance et dont l'insolvabilité n'était pas démontrée².

De la règle posée que les prescriptions établies par les articles 2271 à 2273 reposent sur une présomption de paiement, il résulte que le débiteur ne pourra plus invoquer la prescription, s'il se défend en soutenant que la dette a été éteinte par un mode exclusif de l'idée de paiement, par exemple par la remise de dette, par la compensation, par la novation, etc... Il ne pourra plus invoquer la prescription car par ce système de défense il détruit la présomption d'un paiement effectif fait sans que la quittance ait été conservée ou retirée

1. Req , 31 juillet 1899, D. 99.1.536.

2. Bourges, 8 novembre 1905, D. 07.2.162.

sur laquelle reposent les courtes prescriptions. Il devra donc faire preuve du mode d'extinction qu'il allègue sans quoi il sera obligé de payer¹.

La Cour de Cassation l'a jugé ainsi dans l'espèce suivante. Action par des héritiers en paiement d'une certaine somme pour travaux de peinture. Le débiteur prétend ne rien devoir : il oppose la prescription et offre de prêter le serment qu'il s'est libéré. Après avoir ordonné la comparution des parties le Tribunal rejette la prescription et le serment. Il résultait des explications fournies par le débiteur qu'il n'avait pas payé la dette, mais il prétendait s'être libéré par une remise de dette que le créancier lui aurait faite à raison des travaux considérables qu'il lui aurait procuré. Or le serment ne peut être déféré que par le créancier et sur le point de savoir si la chose a été réellement payée. Il y avait donc deux motifs péremptoires pour repousser l'offre du serment. Pourvoi en cassation et arrêt de rejet. La prescription de l'article 2272 dit la Cour est fondée sur la présomption de paiement et ne peut être opposée par le débiteur qu'à la condition d'affirmer sous serment, si le créancier le requiert, le fait du paiement réel. Cette présomption a pour fondement l'usage général de solder entre les mains des ouvriers et des fournisseurs le montant des travaux et des fournitures sans en retirer ou conserver quittance. Mais cet usage et partant la présomption légale ne sont pas applicables aux autres modes de libération notamment à la remise de dette. Dans l'espèce le débiteur ne pouvait pas s'opposer la prescription puisqu'il avouait qu'il n'avait pas payé ; il

1. Guillouard, *op. cit.*, n° 776. Baudry-Tissier, n° 748.

ne pouvait offrir le serment, puisque le serment doit être déféré par le créancier ; il ne restait au débiteur qu'à prouver d'après le droit commun la prétendue remise que le créancier lui avait faite ¹.

Il a été aussi jugé que la prescription de six mois ne peut être opposée par le maître qui a reconnu le mémoire de travaux que l'ouvrier lui réclame, et que celle d'un an ne peut pas non plus être opposée par le maître qui a reconnu le compte des salaires que son domestique lui demande, et que ces deux prescriptions ne peuvent plus être opposées quand les débiteurs ont déclaré s'être libéré par compensation, ce mode de libération à raison des difficultés qui y sont inhérentes ne présentant pas le caractère d'un paiement effectif ².

De ce caractère de présomption de paiement sur lequel reposent les courtes prescriptions découle une autre conséquence. C'est que le débiteur ne pourra plus opposer la prescription s'il soutient qu'il n'a jamais rien dû en contestant qu'il ait jamais été débiteur ³.

Il a été jugé en ce sens par la Cour de Cassation que la prescription ne peut être opposée subsidiairement par la partie qui dans des conclusions principales a nié la dette, une telle prescription reposant sur une présomption de paiement et la dénégation de la dette détruisant cette présomption de la même manière que

1. Req., 25 février 1863, S. 63.1.242, D. 63.1.299.

2. Civ., 31 octobre 1894, S. 95.1.29, D. 94.1.536 ; Trib. paix, Paris, 13 octobre 1905, D. 06.5.22.

3. Guillouard, n° 777. Aubry et Rau, 4^e éd., t. VIII, § 774, texte et note 83, p. 447.

le ferait le refus du débiteur de prêter le serment à lui déféré par le créancier ¹.

Cependant ce ne serait pas nier la dette et opposer un moyen exclusif de l'idée de paiement que de demander au créancier la justification de son compte ainsi que les bases et l'étendue de sa créance, tout débiteur ayant le droit d'exiger cette justification et de soutenir que le créancier ne prouve pas suffisamment l'exactitude de ses prétentions. Une fois que le débiteur connaîtra exactement l'étendue de la créance réclamée, il pourra soutenir qu'il l'a payée ou se borner à opposer la prescription, indiquant implicitement de cette façon qu'il prétend avoir payé ².

Le débiteur qui affirme avoir payé une partie de la dette et se reconnaît débiteur pour l'autre partie, peut-il opposer la prescription pour la partie qu'il soutient avoir payée ?

Il faut distinguer deux cas : celui où la créance dont le paiement est réclamé est indivisible et celui où la créance ne l'est pas.

Dans le cas où la créance serait indivisible, le paiement partiel que le débiteur a effectué rend impossible à son profit toute défense basée sur la prescription, impliquant l'aveu qu'il n'a pas payé le surplus ³.

Si, au contraire, comme le plus souvent il arrive, la créance n'est pas indivisible, mais se compose d'une série de fournitures qu'un marchand prétend avoir faites par exemple, le paiement par le débiteur ne peut

1. Req , 20 janvier 1869, D. 70.1.69.

2. Baudry-Tissier, n° 748, Bruxelles, 28 janvier 1892, S. 92.4.24.

3. 31 janvier 1894, S. 96.1.20.

avoir effet pour les fournitures postérieures et rien n'empêche le débiteur d'opposer pour celles-ci la prescription.¹

Toutefois il a été jugé que la personne à laquelle un marchand réclame le paiement de fournitures et qui s'est reconnue implicitement débitrice en opposant la compensation d'une partie de la dette, est irrecevable à opposer pour le surplus la prescription annale de l'article 2272 C. civ.².

*
* *

Supposons maintenant qu'au début des relations entre le créancier et le débiteur avant toute fourniture ou tout travail, il soit intervenu une convention écrite entre les parties fixant la nature et l'étendue des engagements qu'elles s'obligent réciproquement à accomplir. Dans cette hypothèse les articles 2271 à 2273 C. civ. seront-ils applicables ?

Nous répondrons non, ces articles ne sont pas applicables, car il est à penser que le débiteur exigera une quittance et il n'y a pas lieu de présumer le paiement. La créance se prescrira en principe par trente ans. Les parties se trouvent sous tous les rapports, sous l'empire du droit commun. Mais comme le droit commun n'est pas toujours la prescription de trente ans, si l'écrit dressé dès le début constatait l'engagement du débiteur pour des paiements fractionnés annuels ou à termes périodiques plus courts, ce serait la prescription de cinq ans.

1. Cass., 4 mai 1898, D. 98.1.654.

2. Trib. paix, Paris, 13 octobre 1905, précité.

Bourjon traitant des courtes prescriptions intitule la section dans laquelle il s'en occupe : *De la prescription des actions personnelles qui ne sont fondées sur aucun titre* : et parlant de la créance du marchand qui se prescrit par un an, il déclare qu'il en est ainsi, « lorsqu'il a livré de la marchandise à crédit à un bourgeois sans exiger aucun *titre par écrit* ». Il se sert d'expressions analogues à propos de la prescription de six mois des marchands de denrées et artisans laquelle aura lieu « lorsqu'ils n'ont ni billet, ni arrêté ¹ ».

C'est dans ce sens qu'il faut entendre les articles 2271 à 2273 : lorsque les conventions intervenues entre les parties sont verbales, et, qu'il est d'usage, pour cette espèce de conventions, de payer dans un très court délai les créances qu'elles font naître, il est juste de respecter la dette éteinte par prescription à l'expiration du délai ou elle a dû être acquittée suivant toutes les vraisemblances. Mais quand les parties ont pris soin de rédiger par écrit leur accord, il n'en est plus ainsi. La précaution prise de donner au créancier un titre écrit, montre que ce titre pourrait lui être nécessaire et que la dette ne doit pas immédiatement être payée ².

Le créancier de celui auquel la prescription est acquise peut en général aux termes de l'article 2255 C. civ. l'opposer au nom du débiteur : il doit aussi en être de même pour les courtes prescriptions des articles 2271 à 2273.

1. *Droit commun de la France*, tit. VI et VII, chap. IV, sect. IV, n° 109 et 1164.

2. Leroux de Bretagne, *De la prescription*, II, n° 1311. Laurent, t. XXXII, n° 532-533. Baudry-Tissier, n° 760. Guillouard, II, n° 774, Alger, 4 novembre 1870, D. 71.2.7, S. 71.2.97 et son pourvoi ; Cass., 19 juin 1872, D. 73.5.364, S. 72.1.159.

Cependant deux jugements l'un du Tribunal de la Flèche, l'autre du Tribunal d'Orange ont jugé en sens contraire¹. Ils invoquent les raisons suivantes. Le droit du créancier d'opposer une prescription doit être limité aux seules prescriptions contre lesquelles la loi n'admet aucune preuve contraire : ces prescriptions emportent une présomption absolue de libération, et il ne peut dépendre du caprice du débiteur d'y renoncer au détriment de certains créanciers et au profit des autres. Au contraire, pour les prescriptions *brevis temporis* elles ne sont acquises au débiteur qu'à la charge de prêter le serment de l'article 2275, et il serait contraire aux vrais principes du droit comme à la morale que les créanciers de celui auquel elle n'est acquise que sous la condition du serment puissent s'en prévaloir.

Pour M. Guillouard, et nous nous rallions à l'opinion du savant professeur, ces objections doivent être écartées : « La règle de l'article 2225, dit-il, qui permet » aux créanciers d'invoquer la prescription acquise à » leur débiteur est une règle absolue, à laquelle on ne » peut sans arbitraire apporter pour l'hypothèse des » courtes prescriptions une exception qui n'est écrite » nulle part. D'ailleurs aucun motif ne viendrait justifier une pareille exception, s'il est vrai que les courtes » prescriptions ne sont acquises au débiteur que sous » la condition de prêter le serment de l'article 2275, » si le créancier le lui défère, cette délation du serment » est possible aussi bien quand la prescription est invoquée par le créancier que lorsqu'elle l'est par le

1. Trib. de la Flèche, 13 août 1861, D. 61.3.71. Trib. d'Orange, 12 juillet 1890, D. 90.2.276.

» débiteur ; et ce serment sera déféré non pas au
» créancier qui invoque la prescription, mais au débi-
» teur au nom duquel elle est invoquée, et auquel seul
» l'article 2275 permet de déférer le serment, le fait
» sur lequel il porte lui étant exclusivement person-
» nel¹. »

Par application du principe que tout demandeur, qu'il soit demandeur en exception ou demandeur principal, doit justifier sa demande, et le prétendu débiteur qui, lors d'une assignation en paiement, oppose la prescription, devient demandeur en exception, toutes les fois que le défendeur, à une action en paiement, oppose la prescription libératoire des articles 2271 à 2273 C. civ., il doit justifier qu'il se trouve, soit à raison de la nature de la créance, soit de la profession qu'il exerce, dans l'hypothèse exceptionnelle où il faut appliquer cette prescription.

1. Guillouard, t. II, n° 788; Cass. civ., 12 juillet 1880, D. 81.1.437.

DEUXIÈME PARTIE

Etude de l'article 2275 Code civil.

CHAPITRE PREMIER

NÉCESSITÉ DU SERMENT.

Lorsque le débiteur invoque l'une des prescriptions des articles 2271, 2272 et 2273 du Code civil, le créancier peut lui déférer le serment, aux termes de l'article 2275, pour savoir s'il a réellement payé.

Cette disposition est une conséquence du motif qui a fait introduire dans la loi les courtes prescriptions : puisqu'elles ont pour fondement une présomption de paiement, le droit donné au créancier de déférer le serment au débiteur est des plus légitimes. En effet, si le débiteur le prête, il sera juridiquement établi que la présomption est fondée et que la dette est payée dans le cas particulier ; et, s'il refuse de le prêter, il sera aussi juridiquement prouvé que la présomption n'est pas fondée et que la dette n'a pas été payée ; le créancier a ainsi un moyen pour échapper à l'exception opposée par un débiteur de mauvaise foi, et le débiteur n'a pas à se plaindre étant constitué par la loi juge de sa propre cause.

L'article 2275 a été emprunté à notre ancien droit. L'article 10 du titre 1^{er} de l'ordonnance de commerce de mars 1673 s'exprimait ainsi :

« Pourront néanmoins les marchands et ouvriers
» déférer le serment à ceux auxquels la fourniture a été
» faite, les assigner et les faire interroger. Et à l'égard
» des veuves, tuteurs de leurs enfants héritiers ou au-
» tres ayants cause, leur faire déclarer s'ils savent que
» la chose est due, encore que l'année ou les six mois
» soient expirés. »

Une disposition analogue se trouvait dans l'article 275 de la coutume d'Orléans :

« Néanmoins si celui qui se prétend créancier veut
» du paiement croire sa partie sur serment, elle sera
» tenue prêter le serment. Et au cas où elle ne vou-
» drait jurer avoir payé, en ce cas sera tenue de payer,
» nonobstant ladite prescription en affirmant par le
» demandeur. »

Ainsi la loi permet au créancier de déférer le serment au débiteur, et le serment est une des preuves légales admises par le Code. Il suit de là que la présomption de paiement sur laquelle sont basées les courtes prescriptions peut être combattue par la preuve contraire résultant du serment.

Est-ce la seule preuve que le créancier soit autorisé à faire ?

Certains auteurs, Marcadé en particulier, enseignent que la faculté de déférer le serment au débiteur emporte celle de le faire interroger sur faits et sur articles. Trouvant que c'est interpréter trop strictement l'article 2275 que de ne pas mettre sur la même ligne

le serment et l'interrogatoire sur faits et articles.

« L'interrogatoire, dit-il, fait dépendre la décision
» du débiteur lui-même aussi bien que la délation du
» serment : d'autre part il est formellement permis
» par la loi en *toutes matières* et en *tout état de cause*
» (art. 324 C. proc. civ. et 1358 C. civ.), pourquoi donc
» ne serait-il pas admis ici ? Sans doute, il n'est pas
» possible dans les matières où toute preuve contraire
» est interdite, et il ne pourrait être demandé dans le
» cas des prescriptions ordinaires ; mais toutes les fois
» qu'un moyen quelconque de preuve est réservé par
» la loi, l'interrogatoire, suivant nous, se trouve par
» là même autorisé, puisqu'il est un moyen privilégié
» et permis en toutes matières ¹. »

Duranton va même plus loin, et s'appuyant sur l'autorité de Pothier il admet que, si la somme demandée n'excède pas celle jusqu'à concurrence de laquelle la preuve testimoniale est admise, le créancier peut prouver par témoins que le débiteur a offert de prouver la dette depuis la demande ou depuis qu'il dit l'avoir payée. « La raison, dit-il, en est que quoique l'action qui
» naît du marché soit prescrite, celle qui naît de la
» promesse qui a été faite de payer, lorsque cette promesse est justifiée par les moyens de droit, est une
» nouvelle action laquelle n'est point prescrite ². »

D'après la rigueur des principes il faut décider que le créancier ne peut combattre l'exception de prescription par aucune preuve, sauf par le serment. L'article 2275 est une disposition exceptionnelle, qui doit être inter-

1. Marcadé, sur l'art. 2275, V.

2. Duranton, t. XXI, n° 425.

prétée strictement. Le texte et l'esprit de la loi sont en ce sens. Sur ce point il n'y a guère de doute. Cela résulte, d'abord, du mot *néanmoins* placé en tête de l'article. Si l'on compare l'article 2275 avec l'ordonnance de 1673 (art. 10), on est conduit à la même conséquence. Tandis que l'ordonnance autorisait les marchands et ouvriers non seulement à « déférer le serment » à ceux auxquels la fourniture avait été faite, mais à les faire interroger, l'article 2275 ne parle que du serment, ce qui montre clairement l'intention des rédacteurs du Code de n'autoriser que cette seule preuve contre les courtes prescriptions ; car si les rédacteurs du Code ont retranché l'interrogatoire sur faits et articles, il doit en être de même de toutes les autres preuves.

De plus nous sommes dans un cas où la loi établit une présomption *juris et de jure*. Or l'article 1352 C. civ. nous dit que nulle preuve n'est admise contre la présomption de la loi quand sur le fondement de cette présomption, la loi dénie au créancier l'action en justice. C'est bien notre cas ; par suite de la présomption du paiement de la dette, la loi dénie au créancier l'action en justice, or n'est-ce pas lui dénier l'action que d'accorder au débiteur pour repousser cette action une exception péremptoire. Il ne faut donc admettre d'autre preuve que celle qui résulte du refus de prêter le serment¹. La jurisprudence est fixée en ce sens.

De nombreux arrêts ont jugé que les prescriptions des articles 2271 à 2273 sont fondées sur une présomption légale de paiement qui n'admet la preuve contraire

1. Baudry-Tissier, n° 749. Guillouard, n° 787. Aubry et Rau, t. VIII, § 776, p. 447.

que par le seul moyen de la délation du serment, et que le juge ne peut, pour rejeter la prescription opposée par le défendeur, à la demande d'un marchand se fonder, d'une part, sur les contradictions relevées dans les explications par lui présentées lors de sa comparution devant le juge, d'autre part, soit sur des livres de commerce dudit marchand, soit sur une lettre du fils du défendeur écrite à des tiers, cela étant de la part du juge admettre une preuve de non-paiement non réservée par la loi ¹.

Un jugement du Tribunal civil de la Seine a aussi décidé que la femme de chambre qui réclame à ses maîtres le paiement de ses gages et se voit opposer la prescription annale de l'article 2272, ne saurait être autorisée à faire *par témoins* la preuve qu'elle n'a pas été payée ².

Il a été aussi jugé que les juges devant lesquels la prescription de l'article 2271 est proposée, ne peuvent : ni puiser dans une comparution des parties, la preuve du non-paiement de la créance, ni en conséquence, ordonner cette comparution, alors même qu'ils mettraient en doute la volonté du défendeur d'opposer la prescription, si ce moyen a été régulièrement présenté, sa sincérité ne pouvant être suspectée en l'absence d'un acte formel de désistement ³. Qu'ainsi il suffit que l'action d'un ouvrier pour le paiement de ses ouvrages, soit déclarée prescrite pour que le débiteur ne puisse être soumis à un interrogatoire sur faits et articles rela-

1. Cass., 17 mai 1904, S. 04.1.428, D. 04.1.355.

2. Trib. civ. Seine, 22 décembre 1903, D. 05.5.2.

3. Cass., 7 novembre 1860, D. 60.1.485, S. 61.1.149.

tivement à l'objet de la demande, et qu'on ne peut que déférer le serment décisoir sur le seul fait de la libération¹.

Nous avons vu en nous occupant des conditions dans lesquelles peuvent être invoquées les courtes prescriptions, que la jurisprudence admet que l'aveu du débiteur l'empêche de les invoquer.

En admettant cela, la jurisprudence ne s'écarter-elle pas déjà un peu de l'article 2273? Laurent l'a soutenu: « Un arrêt récent, dit-il, décide que l'aveu du » débiteur le rend mal fondé à opposer l'exception de » prescription². Est-ce un premier pas vers une doctrine moins sévère et qui se concilie mieux avec les » exigences de la morale? Il est certain que si l'on » admet une autre preuve que le serment, il n'y a plus » de motif de s'arrêter à l'aveu. L'interrogatoire sur » faits et articles a précisément pour objet de surprendre des aveux au débiteur; il y aurait donc contradiction à admettre l'aveu et à rejeter l'interrogatoire. Et pourquoi ne permettrait-on pas au juge de » former sa conviction sur des présomptions de » l'homme? Pourquoi forcer les tribunaux à admettre » une prescription fondée sur le paiement, alors qu'il » est prouvé que la dette n'a pas été payée. Il y a lutte » entre le droit strict et l'équité; à notre avis le juge » ne peut pas écouter l'équité quand le droit a prononcé³. »

Cependant on peut concevoir l'admission de l'aveu

1. Lyon, 18 janv. 1836, D. *Répert. Pres. civ.*, 990.

2. 31 janvier 1872, D. 72.1.246.

3. Laurent, t. XXXII, n° 520.

comme écartant la prescription, sans autoriser la procédure de l'interrogatoire sur faits et articles. « La loi a » pu vouloir pour tous ces petits procès éviter des frais » et des lenteurs. Quant à admettre que malgré son » aveu qu'il n'a pas payé, le débiteur ait le droit d'op- » poser une prescription qui repose sur une présomp- » tion de paiement, cela est bien impossible. Comment » soutenir qu'à ce débiteur qui reconnaît n'avoir pas » payé le créancier, soit seulement réduit à déférer le » serment sur le point de savoir s'il a payé ? Il serait » bien peu rationnel qu'un juge demanda à un débiteur » après qu'il a avoué qu'il n'a rien payé, de jurer » qu'il a payé ¹. »

Laurent, dans un autre passage dit lui-même :
« L'offre de prêter serment ne serait plus admissible,
» s'il résultait des aveux et déclarations du débiteur
» qu'il n'a pas payé la dette, puisqu'il avoue qu'il n'a
» pas payé ². »

1. Baudry-Tissier, n° 520.

2. Laurent, t. XXXII, n° 518.

CHAPITRE II

PRESCRIPTIONS AUXQUELLES S'APPLIQUE L'ARTICLE 2275.

La disposition de l'article 2275 doit être très limitativement appliquée.

La délation du serment n'est admise pour repousser les effets d'une prescription accomplie que dans les cas expressément réservés par la loi. Il ne suffit pas qu'il s'agisse d'une prescription de courte durée. Elle se restreint d'une façon rigoureuse aux prescriptions des articles 2271 à 2273 du Code civil.

Ce principe a été très bien établi par un arrêt de la Cour de Cassation ¹. Elle commence par rappeler que la prescription est un moyen de se libérer par un certain laps de temps qui dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe. Aucune preuve n'est admise contre la présomption légale qui en découle, à moins que la loi n'ait réservé cette preuve. C'est une règle générale et applicable à ce titre à toutes les prescriptions, quelle qu'en soit la durée, sans aucune distinction qu'elles aient été établies par le Code civil ou par des lois spéciales. L'article 2275 fait exception à

1. *Rej. Ch. civ.*, 13 février 1856, après délibération en Chambre du Conseil sur les conclusions contraires du ministère public, D. 56.1.77.

cette règle pour certaines courtes prescriptions, pour la raison qu'elles reposent d'une façon exclusive sur une présomption de paiement ; on ne peut sous prétexte d'analogie étendre cette disposition à d'autres cas, qui restent sous l'empire du droit commun par cela seul que le législateur n'a pas dérogé au principe, qui ne veut pas qu'il soit admis aucune preuve contre la présomption quand cette preuve n'a pas été réservée. Voici du reste comment s'exprime cet arrêt : « Attendu que » si pour certaines prescriptions réduites qui ont paru » au législateur reposer uniquement sur une présomption de paiement, il a cru devoir réserver au » créancier à titre de preuve contraire le droit de déférer » serment au débiteur sur le fait de sa libération, cette » réserve a toujours été l'effet d'une disposition expresse limitée aux cas qu'elle a pris soin de spécifier, » qui ne saurait, sous prétexte d'analogie, être étendue » à d'autres cas laissés par le silence de la loi sous l'empire du droit commun et du principe qui ne permet d'admettre aucune preuve contre la prescription quand cette preuve n'a pas été réservée. »

En plus de cette raison de principe, il y a une autre raison fournie par le texte même de l'article 2275 « Ceux auxquels ces prescriptions sont opposées... » dit-il. Il ne peut s'agir que des prescriptions dont le Code s'occupe avant cet article et dans la section où il se trouve, ce n'est donc que pour *ces* prescriptions que cet article est écrit ¹.

Notamment cette disposition est étrangère à la disposition de l'article 433 du Code de commerce qui établit

1. Guillouard, *op. cit.*, n° 786.

la prescription d'un an après le voyage fixé pour l'action en paiement des gages des officiers, matelots et gens de l'équipage, et pour l'action en paiement de fournitures nécessaires à l'équipement du navire. Sans doute cette prescription repose bien sur une présomption de paiement, mais le législateur n'en ayant pas tiré la conséquence qu'il admet pour l'article 2275 de déférer le serment au débiteur, il n'appartient pas au juge d'y suppléer et d'admettre contre cette prescription une preuve non réservée par la loi ¹. Cette exception que le juge ferait serait contraire non seulement au texte, mais aussi à l'esprit de l'article 433 C. com.

Toutefois la délation du serment est autorisée dans les termes mêmes de l'article 2275 C. civ. par l'article 189 C. com., en ce qui concerne la prescription quinquennale des effets de commerce.

Cet article s'exprime ainsi : « Toutes actions relatives
» aux lettres de change et à ceux des billets à ordre
» souscrits par des négociants marchands ou banquiers,
» ou pour faits de commerce, se prescrivent par cinq
» ans, à compter du jour du protêt, ou de la dernière
» poursuite juridique, s'il n'y a eu condamnation ou si
» la date n'a été reconnue par acte séparé.

» Néanmoins, les prétendus débiteurs seront tenus
» d'affirmer *sous serment, qu'ils ne sont plus redevables;*
» et leurs veuves, héritiers ou ayants cause qu'ils esti-
» ment de bonne foi qu'il n'est plus rien dû. »

Comme on le voit cet article n'est que la reproduction de l'article 2275.

1. Laurent, t. XXXII, n° 514. Baudry-Tissier, n° 751 et Cass., 13 février 1856; précité.

Un arrêt de la Cour de Grenoble en a décidé ainsi, il a jugé qu'en matière de prescription *brevis temporis*, spécialement de la prescription de *cinq ans*, applicable aux billets à ordre souscrits par un commerçant ou pour faits de commerce, lorsque celui auquel on l'oppose ne peut se prévaloir de la renonciation du débiteur à cette prescription, il lui appartient de déférer le serment au débiteur. De plus, que la prescription ne doit pas être considérée, dans ce cas, comme une cause d'extinction de la créance, mais comme reposant sur une présomption légale de paiement dans le cas où le serment déféré est refusé, et que le créancier, se trouvant alors en présence d'une présomption légale, est, aux termes de l'article 1352 C. civ., tenu pour la faire tomber de se conformer à la disposition légale qui l'y autorise, c'est-à-dire de mettre le débiteur en demeure de prêter ou de refuser le serment ¹.

Cet article 189 C. com. ne fait qu'appuyer la théorie que nous soutenons, car si dans ce cas le créancier peut déférer le serment à son débiteur, c'est qu'il y a un texte de loi qui l'y autorise, ce qui n'existe pas dans les autres textes de loi libérant le débiteur au moyen de courtes prescriptions.

1. Grenoble, 23 décembre 1898, D. 1903.5. 572.

CHAPITRE III

DU SERMENT DE CRÉDULITÉ.

En principe le serment ne devrait pouvoir être déféré qu'au débiteur lui-même puisqu'il porte sur un fait qui lui est personnel, le point de savoir s'il a payé la dette qui lui est réclamée.

Cependant l'article 2275 dans son alinéa 2 et imitant en cela l'ordonnance de 1673 permet au créancier dans le cas de décès de son débiteur de déférer le serment aux héritiers de ce dernier.

Il y a toutefois une grande différence entre le serment que prête le débiteur, et celui que prêtent ses héritiers ; il ne porte pas sur le même point dans les deux cas et il ne pouvait en être autrement.

Lé débiteur sait s'il a payé ou non sa dette, aussi le serment lui est déféré « sur la question de savoir si la chose a été réellement payée ».

Les héritiers peuvent parfaitement ignorer si le paiement a eu lieu, et comme le serment ne peut être déféré que sur un fait personnellement connu de celui auquel on le défère, la formule du serment et la question qui leur est posée est toute autre. Le serment leur sera dé-

féré « pour qu'ils aient à déclarer s'ils ne savent pas que la chose soit due ».

Aussi ce serment s'appelle-t-il serment de *crédulité*, parce qu'il porte non sur l'existence ou la non-existence du paiement fait que les héritiers peuvent ignorer, mais sur la connaissance personnelle qu'ils ont de la survivance de la dette.

Il est un autre cas dans lequel le serment de crédulité peut être déféré, c'est l'hypothèse de l'article 189 du Code de commerce dont nous avons parlé plus haut et qui n'est qu'une reproduction de l'article 2275 du Code civil.

*
* *

L'article 2275 énumère les personnes auxquelles le serment de crédulité peut être déféré, il dit : « Le serment pourra être déféré aux veuves et aux héritiers ou aux tuteurs de ces derniers s'ils sont mineurs. »

Ici se pose une grave question. Que se passe-t-il si le mari meurt laissant des héritiers mineurs et que sa veuve tutrice se remarie ?

Le serment qui peut être déféré à la veuve tutrice doit-il l'être en même temps au second mari cotuteur des enfants du premier lit, et si le serment doit lui être déféré, quel sera l'effet du refus de prêter serment par l'un de ces deux représentants des héritiers mineurs.

D'après nous le serment doit être déféré au cotuteur en même temps qu'à la mère tutrice.

En effet si on recherche le caractère du cotuteur on voit que ce dernier est tuteur comme la mère du pupille

et il a les mêmes fonctions. C'est une tutelle spéciale confiée à deux personnes, dont l'une ne peut procéder sans l'autre, le mari n'est pas un garant, un surveillant, il est un tuteur, s'il est responsable, c'est qu'il est de moitié tout au moins dans les résolutions que prend sa femme. Il est avec sa femme la représentation du mineur, et ce n'est que par leur réunion que cette représentation sera légalement constituée.

On ne peut pas dire que le second mari ne saura rien d'une dette contractée par le premier mari de sa femme. En effet, toutes les fois qu'un mineur est représenté par son tuteur en justice, il est possible que les faits litigieux soient antérieurs à la tutelle, et si dans le cas de l'article 2275 le serment lui est déféré sa conscience ne sera pas injustement tourmentée si après recherche n'arrivant pas à une certitude il déclare : « Je ne sais pas que la chose soit due ». La loi n'exige pas trop du tuteur en lui demandant d'affirmer son ignorance ; cet état d'esprit est un fait qui lui est personnel et sur lequel l'obligation du serment peut légitimement porter, et le plus à plaindre dans ce cas est encore le demandeur. Ce qui vient d'être dit pour le tuteur existe de même pour le cotuteur, et dès lors l'antériorité des faits, par rapport au second mariage, n'est pas une raison pour l'examen de la prestation de serment ¹.

M. Labbé dans la note sous le jugement du tribunal de Rennes s'exprime ainsi en parlant du rôle de la mère tutrice et du cotuteur dans l'instance : « Le cotuteur est » partie dans le procès. Il forme avec la mère la repré-

1. Guillouard, n° 784. Baudry-Tissier, 745. Trib. de Rennes, 4 janvier 1882, S. 84.2.69 et note de M. Labbé.

» sentation juridique du pupille. Les conclusions seront prises de concert et d'un commun accord par lui et la mère. Le jugement sera rendu pour ou contre la mère et son second mari ès noms qu'ils agissent. » Et plus loin il ajoute : « Séparer l'un de l'autre c'est mutiler la représentation telle que la loi l'a constituée. »

Mais si l'un des deux le mari ou la femme refuse de prêter serment, peu importe lequel, on ne peut accorder plus de confiance à la mère qu'à son mari cotuteur, que se passe-t-il ?

Nous croyons que ici, et cela avec la majorité des auteurs, le créancier doit gagner son procès et que le moyen de prescription ne peut être admis, l'héritier du débiteur étant représenté par deux personnes ayant des droits égaux à cette représentation ; si tous deux ne prêtent pas le serment le vœu de la loi n'est pas rempli¹.

M. Labbé dit encore à ce sujet : « Selon nous la courte prescription est subordonnée à la prestation du serment et si le serment est déféré à deux personnes qui représentent un seul intéressé, il faut que deux affirmations viennent corroborer la prescription. Sinon la prescription est sans force. Elle ne reçoit point l'appoint de vraisemblance duquel son effet dépend. Donc, le demandeur doit en ce cas obtenir gain de cause. La condamnation sera prononcée. Le mineur souffrira pécuniairement des scrupules de l'un de ses cotuteurs, mais il est à croire que la sentence sera conforme au fond à la vérité et à la justice². »

Sur la question de la validité du serment déféré au

1. Guillouard, *loc. cit.*, Baudry-Tissier, *loc. cit.*

2. Labbé, *loc. cit.*

cotuteur le tribunal de Rennes s'exprime ainsi :
« Attendu... que le cotuteur doit être assimilé au tu-
» teur dans l'application de l'article 2275 ; que chargé
» d'administrer avec le tuteur, responsable de la ges-
» tion de sa femme tutrice, il a comme elle à sa dispo-
» sition les titres et papiers de famille et peut recher-
» cher si la dette réclamée est réellement due.

» Par ces motifs... dit que le serment est valable-
» ment déféré à chacun des époux Marquès de Braga ¹. »

L'énumération que fait l'article 2275 est-elle limita-
tive, et le serment peut-il être déféré aux autres repré-
sentants du débiteur qui opposent une des prescriptions
des articles 2271 à 2273 ?

A notre avis cette énumération est limitative et ne peut
être étendue à d'autres cas, l'alinéa 2 de l'article 2275
étant une dérogation au principe général posé par l'ar-
ticle 1359, d'après lequel le serment sur un fait ne peut
s'adresser qu'à une personne qui a pris part ou qui du
moins a assisté à l'accomplissement de ce fait. Le ser-
ment de crédulité n'étant qu'une exception, il faut déci-
der contrairement à l'opinion de plusieurs auteurs qu'il
ne peut être déféré à des personnes autres que celles
indiquées dans les textes ². La disposition du Code étant
exceptionnelle est de stricte interprétation.

Ainsi le serment de crédulité ne pourrait être déféré
à un syndic de faillite, à un administrateur, à un cura-
teur de succession, etc. ³.

1. Rennes, 4 janvier 1882, précité.

2. Baudry et Barde, *Obligations*, t. III, n° 2758 ; contra Duranton, t. XIII, n° 1651. Calmet de Santerre, t. V, n° 337 bis, III.

3. Baudry-Tissier, n° 746. Guillouard, n° 785. Laurent, t. XXXII, n° 516. Huc, t. XIV, n° 481. Grenoble, 22 octobre 1898, D. 03.5.572.

La jurisprudence est presque unanime sur la question.

Il a été jugé par le Tribunal civil de la Seine que le serment ne peut être déféré à l'administrateur provisoire d'une succession bénéficiaire¹.

Il a été de même jugé que la loi ne prévoyant que le cas du mineur héritier, le serment ne peut être déféré au tuteur d'un interdit².

Cependant le contraire a été jugé par un arrêt de la Cour de Bordeaux pour les syndics de faillite et par le Tribunal de Perpignan pour les curateurs de succession, avec ces motifs que « l'énumération est énonciative et » non limitative et que par conséquent il y a lieu d'interpréter le texte de la loi conformément à son » esprit³ ». En ce qui concerne les syndics, la Cour de Bordeaux a jugé que le serment de crédulité pouvait être déféré au syndic de faillite par ce motif, « qu'il y a même raison de décider⁴ ».

Si on déférait le serment au syndic, liquidateur, administrateur, etc... alors qu'il alléguerait un paiement fait par lui-même, il s'agirait alors du serment de l'alinéa 1 de l'article 2275 et non du serment de crédulité.

De ce que le serment ne peut être déféré dans les cas que nous venons de prévoir il a été jugé, bien à tort à notre avis, que les prescriptions des articles 2271 à 2273 ne pouvaient plus être invoquées⁵. En effet la loi avant

1. Trib. civ., Seine, 7 février 1893. Le Droit du 10 mars 93.

2. Trib. Bruges, 11 février 1901. Pas. 01.3.192.

3. Perpignan, 13 juin 1899. La loi du 12 août 1899.

4. Bordeaux, 31 janvier 1827, D. Rép. Prescript. civ., n° 1038.

5. Trib. Seine, 7 février 1893, précité.

tout veut que la prescription puisse être invoquée, et si le serment ne peut être déféré elle sera invoquée sans restrictions, mais décider qu'elle ne pourrait pas l'être par les représentants du débiteur auxquels on ne peut déférer le serment de crédulité, serait tout à fait contraire à la loi.

Si, ainsi que nous l'avons vu en étudiant les conditions dans lesquelles peuvent être invoquées les courtes prescriptions, un créancier oppose du chef de son débiteur une des courtes prescriptions des articles 2271 à 2273, la partie à laquelle cette prescription est opposée, peut déférer le serment au débiteur lui-même ou aux personnes énumérées dans l'article 2275¹.

*
* *

Les dispositions des articles 2275 C. civ. et 189 C. com. sont-elles limitatives en ce sens que ce serment ne peut être déféré aux personnes dénommées que dans les cas prévus spécialement par ces articles.

De savants auteurs, M. Larombière et MM. Aubry et Rau², pensent que les articles ci-dessus cités peuvent être étendus à des hypothèses autres que celles sur lesquelles ils statuent et que le serment de crédulité peut être déféré dans toute espèce de contestation que ce soit.

M. Larombière donne une raison qui nous touche peu et qui d'ailleurs est écartée par MM. Aubry et Rau, quoique ces auteurs soient d'accord sur le fond. Suivant lui « comme le serment de crédulité a pour objet la

1. Huc, t. XIX, n° 481.

2. Larombière, article 1359, note 12. Aubry et Rau, p. 521, n° 45.

» connaissance personnelle que la partie à laquelle il
» est déféré peut avoir de l'existence d'un fait, on peut
» dire avec raison qu'il est déféré sur un fait personnel
» à la partie à laquelle on le défère. »

Pour MM. Aubry et Rau les dispositions des articles 2275 C. civ. et 189 C. com. reposent sur cette considération, que l'on ne peut supposer que les veuves et héritiers d'une personne décédée se trouvent dans une ignorance complète de ses affaires ; de là est résulté cet usage en droit français d'appliquer à toute espèce de contestation les articles ci-dessus, et par conséquent sur des faits autres que ceux prévus par lesdits articles. En ce sens on peut citer le rapport du Tribunat : « Des
» héritiers, dit ce rapport à l'occasion de l'article 1359,
» ne peuvent être tenus d'affirmer qu'il était dû ou
» qu'il n'était pas dû à leur auteur ; seulement ils seront
» tenus d'accepter ce serment sur ce qui peut être par-
» venu à leur connaissance¹. » MM. Larombière et Aubry et Rau citent Pothier, Toullier, Boncenne à l'appui de leur opinion.

Voici ce que dit Pothier² : « Une personne qui me
» demande le paiement du prix d'une chose qu'elle
» prétend avoir vendue au défunt dont je suis l'héritier,
» ne peut pas me déférer le serment sur le fait de savoir
» si la chose a été vendue ou non au défunt, car ce
» n'est pas mon fait, c'est le fait du défunt que je ne
» suis point obligé de savoir. Mais l'usage parmi nous
» est qu'en ce cas on puisse me déférer le serment sur

1. Cf. Duranton, t. XIII, n° 580. Boncenne, t. II, p. 492. Marcadé, art. 1358-1360, n° 1.

2. Oblig. n° 913, al. 3 (Ed. Dupin I, p. 526).

» le fait de savoir si j'ai connaissance que le défunt dut
» la somme demandée ; car, en ce cas, on ne me dé-
» fère pas le serment sur le fait de la vente, qui est le
» fait du défunt, mais on me défère le serment sur le
» fait de la connaissance qu'on prétend que j'ai de la
» dette qui est mon propre fait. »

Mais le législateur du Code civil ne s'exprime pas en termes aussi généraux que Pothier. Il ne permet de déférer le serment à la veuve et aux héritiers que lorsqu'ils invoquent telle ou telle prescription déterminée par lui. Et à ce point de vue, et par rapport à la disposition de l'article 1359 C. civ., les dispositions des articles 2275 C. civ. et 189 C. com. ont bien le caractère d'exception¹.

A ce sujet Laurent dit : « On ne peut pas constituer juge du procès en faisant appel à sa conscience celui qui ne sait la chose que par ouï dire². »

MM. Baudry-Lacantinerie et Barde ajoutent : « La partie à laquelle s'adresse le serment de crédibilité peut n'avoir de ce fait qu'une connaissance erronée et cependant, après la déclaration qu'elle fera il sera tenu pour vrai ou faux. Ce résultat ne saurait se produire que par exception³. »

Il est cependant un cas sur lequel la doctrine est unanime à proclamer que la disposition de l'article 2275 est une disposition exceptionnelle, c'est en ce qui concerne le tuteur, celui-ci n'ayant pas qualité pour transiger sur les affaires du pupille. Toutefois à cause du même esprit

1. Baudry et Barde, *op. cit.*, n° 2738.

2. Laurent, t. XXXII, n° 516.

3. Baudry et Barde, *op. et loc. cit.*

et de la grande affinité qui règne entre notre article 2275 et l'article 189 du Code de commerce, on estime que le serment de crédulité peut lui être déféré dans ce cas.

Le juge peut-il déférer d'office un serment de crédulité dans le cas où la loi autorise les parties à déférer un pareil serment?

Toullier pense que l'on ne peut appliquer au serment supplétoire la disposition de l'article 2275, c'est une faculté dit-il qui n'est donnée qu'à la partie adverse. Les termes de l'article 2275 paraissent en effet très formels¹.

Ranter dans son cours de procédure civile et MM. Aubry et Rau ont émis l'opinion contraire, mais sans la motiver².

L'opinion de Toullier nous paraît plus conforme au texte de la loi.

Lorsqu'un jugement donne gain de cause à des cohéritiers, sous la condition d'affirmer un fait de leur auteur le refus de prêter serment par l'un des cohéritiers détruit l'effet de serment prêté par les autres. Un arrêt de la Cour de Colmar a jugé qu'il en était ainsi à moins que toutefois le cohéritier qui a refusé de prêter serment ait un intérêt personnel à ce refus, dès lors dans le cas le serment devient divisible³.

*
* *

Ainsi nous venons de voir que le serment peut être

1. Cf. Duranton, t. XIII, n° 622. Larombière, t. V, art. 1367-1368, n° 5.

2. Ranter, *Cours de procéd. civile*, § 134. Aubry et Rau, t. VI, p. 474.

3. Colmar, 5 mai 1819, *D. Répert. obligat.*, n° 5310.

déféré par le créancier à toute personne qui lui oppose une des prescriptions des articles 2271 à 2273 du C. civ. Mais il y a une différence selon qu'il s'agit du débiteur lui-même ou de ses ayants cause.

Dans le cas où la prescription est invoquée par le débiteur lui-même, il ne peut échapper à une condamnation, si le créancier lui défère le serment qu'en jurant qu'il *a réellement payé* il s'agit ici d'un fait qui lui est personnel et sur lequel il doit s'expliquer d'une façon catégorique. Ce n'est que l'application du principe plus général dicté par l'article 1359 du C. civ. qui s'exprime ainsi : « Il ne peut être déféré que sur un fait » personnel à la personne à laquelle on le défère. » Principe à la fois juridique et philosophique, car comment concevoir une affirmation sur une chose qui n'est pas ou qui n'a pas été et qui en outre, serait complètement étrangère à la personne à laquelle le serment serait déféré ?

Dans le cas de l'alinéa 2 de l'article 2275 au contraire, quand le serment est déféré aux veuves et héritiers des débiteurs ou aux tuteurs de ces derniers s'ils sont mineurs, ces derniers n'ont qu'à déclarer *qu'ils ne savent pas que la chose soit due*.

En effet dans ce cas le paiement sur le fondement duquel les personnes auxquelles le serment est déféré, invoquent la prescription n'est pas un fait qui leur est personnel, et dès lors il est impossible d'exiger d'eux une affirmation aussi précise et aussi catégorique que celle que l'on exige du débiteur.

Mais par cela même que les veuves et héritiers du débiteur ainsi que les tuteurs de ces derniers s'ils sont

mineurs peuvent se voir déférer le serment sur la question de savoir s'ils ne savent pas que la chose soit due, il en résulte que nous sommes en face d'une disposition exceptionnelle et par suite d'interprétation stricte.

D'abord qu'il s'agisse du serment déféré au débiteur ou du serment de crédulité, le serment doit être déféré dans les limites et avec les formules déterminées par la loi ¹. L'article 2275 indique sur quelle question il doit porter, qu'il s'agisse du serment de l'alinéa 1 ou de celui de l'alinéa 2.

Le demandeur ne peut étendre ses interpellations au delà des termes de l'article 2275 et s'il le fait le juge doit rejeter à moins que le créancier ne consente à le réduire à la déclaration légale.

Deux arrêts l'un de la Cour de Chambéry, l'autre de la Cour de Cassation ont jugé ainsi ². Celui de la Cour de Cassation s'exprime ainsi : « Attendu que, s'il est » vrai que lorsque la prescription est invoquée celui » contre lequel elle est opposée peut, aux termes de l'article 2275 C. nap, déférer le serment à la partie qui » l'invoque, il résulte des termes précis de cet article » que la loi veut que le serment soit déféré et *qu'elle* » *détermine sur quel point il doit porter...* »

Par application de ce principe il a été jugé que le demandeur ne pouvait déférer le serment décisoire à des héritiers sur le point de savoir s'ils *croient* que leur auteur ait perçu des intérêts illégaux dépassant l'inté-

1. Baudry-Tissier, n° 747. Huc, t. XIV, n° 482. Guillouard, *op. cit.*, n° 789. Laurent, t. XXXII, n° 515.

2. Chambéry, 28 février 1873, D. 73.2.153. Cass., 9 janvier 1861, D. 61.1.374, 375.

rêt légal. Ce n'est pas là le serment de crédulité, tel qu'il est limité par l'article 2275, le créancier peut seulement demander aux héritiers s'ils ont ou non pas connaissance que la chose soit due.

L'arrêt de la Cour de Bordeaux qui admet le syndic de faillite à prêter le serment de crédulité et dont nous avons rejeté le principe, décide lui aussi que le serment qui est déféré au syndic, opposant une des courtes prescriptions, doit porter, non s'il résulte des livres du failli que la somme a été réellement payée, mais s'il ne sait pas que la somme est due¹. C'est-à-dire que le serment doit lui être déféré dans les termes mêmes de l'article 2275.

*
* *

Nécessité de déférer le serment.

Le serment que l'article 2275 permet de déférer à la partie qui oppose l'une des prescriptions établies par les articles 2271 à 2273 du C. civ., doit être déféré par le créancier lui-même, il est nécessaire que ce soit le créancier qui prenne l'initiative de cette délation².

Le serment devrait être considéré comme n'ayant point été réellement déféré s'il n'a été que spontanément offert par le débiteur sans délation formelle de ce serment de la part de son adversaire dans les conditions déterminées par la loi³. L'arrêt de Cassation du 9 janvier 1861 dit qu'il résulte des termes précis de

1. Bordeaux, 31 janvier 1827. D. *Répert. Prescrip. civ.*, n° 1038.

2. Baudry-Tissier, n° 747.

3. Req., 9 janvier 1861, D. 61.1.375.

l'article 2275, que « la loi veut que le serment soit déféré ».

En conséquence le créancier ne peut exciper, pour faire écarter la prescription de l'insuffisance du serment offert, insuffisance résultant, par exemple, de ce que l'offre du serment faite par un tuteur ne renfermerait pas l'affirmation exigée de lui par l'article 2275 qu'il *ne sait pas que la chose soit due* ¹.

1. Req., 9 janvier 1861, précité.

TROISIÈME PARTIE

Etude de l'article 2274.

CHAPITRE PREMIER

POINT DE DÉPART DE LA PRESCRIPTION.

En règle générale et d'après le droit commun la prescription court contre un droit dès que celui-ci existe. Le principe s'applique aux courtes prescriptions des articles 2271 à 2273 et l'article 2274 le confirme implicitement. « La prescription, dans les cas » ci-dessus a lieu quoiqu'il y ait continuation de fournitures, livraisons, services, travaux. »

Cette disposition existait déjà dans l'ordonnance du commerce de 1673 :

« Voulons, disait l'article 9, le contenu ès deux articles ci-dessus avoir lieu encore qu'il y ait eu continuation de fourniture ou ouvrage... »

Bigot Préameneu dans l'*Exposé des motifs au Corps législatif* en donne la raison dans les termes suivants :

« Les prescriptions de six mois, de un, de deux et de cinq ans dont on vient de parler étant toutes principalement fondées sur la présomption de paiement,

» il en résulte plusieurs conséquences déjà reconnues
» par l'ordonnance de 1673.

» La première est que la continuation de fournitu-
» res, livraisons, services ou travaux pouvant égale-
» ment avoir lieu, soit que le paiement ait été fait, soit
» qu'il ne l'ait pas été, n'altère point la présomption
» de paiement '... »

Cette disposition du Code civil décide une difficulté particulière, que présentent les courtes prescriptions. D'ordinaire il y a une série de prestations dont chacune donne un droit au créancier, dès lors se pose la question de savoir, si la prescription court après chaque prestation ou ne commence à courir qu'après que toutes les prestations sont faites. L'article 2274 décide la question dans le sens que la prescription court après chaque prestation par application du principe général : dès qu'il y a droit ou dette la prescription court contre le créancier, quand même les prestations continueraient. Autant de créances autant de prescriptions.

La continuation de fournitures, services et travaux ne saurait d'ailleurs ébranler la présomption de paiement sur laquelle les prescriptions de six mois, un, deux et cinq ans des articles 2271 à 2273 reposent, elle paraît même la fortifier, l'ouvrier, le marchand, l'officier ministériel, n'ayant continué leurs travaux que parce qu'ils n'ont pas eu à se plaindre de l'insolvabilité, ou de la mauvaise volonté de ceux avec qui ils sont en relations d'affaires.

Ainsi la prescription de l'article 2272 alinéa 2 court contre un huissier pour le salaire d'un acte qu'il a

1. Fenet, XV, p. 598.

signifié à dater du jour de la signification, quand bien même il aurait postérieurement signifié d'autres actes pour le compte de la même personne. Le mandat qu'il a reçu de signifier un nouvel acte n'interrompt pas la prescription qui courait contre lui pour le salaire de la précédente signification, il en est de même pour le marchand, l'ouvrier, chaque acte qu'ils font pour une personne faisant naître une créance distincte sera soumis à une prescription spéciale s'accomplissant à partir de chaque fourniture, acte ou journée de travail ¹.

C'est l'application du droit commun, et dire comme Dunod qu'en général « la continuation de fournitures » ou ouvrages interrompt la prescription » est peu exact.

L'ordonnance de Louis XII de juin 1510 s'en expliquait formellement :

« Avons ordonné et ordonnons que tous drapiers,
» apothicaires, etc.... demanderont dorénavant si bon
» leur semble paiement de leurs dites denrées, ouvrages
» et marchandises par eux fournis dedans six mois à
» compter du jour auquel ils auront bailli ou livré la
» première denrée ou ouvrage. »

« La raison est, dit Pothier, que la créance de ce
» marchand ou artisan, qui a fait plusieurs fournitures
» ou ouvrages, est composée d'autant de créances particulières, qui commencent à courir chacune du jour
» que ce marchand ou artisan a fait la fourniture ou
» l'ouvrage ². »

1. Baudry-Tissier, n° 753. Guillouard, *De la prescription*, t. II, n° 762. Pothier, *Obligations*, n° 680. Laurent, t. XXXII, n° 521. Huc, t. XIV, n° 475. — Cf. cep., Dunod, p. 166 à 140.

2. Pothier, *Des obligations*, n° 744.

Cette solution, qui résulte implicitement des termes mêmes des articles 2271, 2272, 2273 et 2274, est unanimement admise par tous les auteurs.

Mais elle comporte des restrictions que nous allons indiquer et sur lesquels les auteurs ne sont pas d'accord.

La règle que nous venons d'établir doit être combinée avec le principe établi par l'article 2257 qui régit les créances à terme : « La prescription ne court point à » l'égard d'une créance à jour fixe jusqu'à ce que ce » jour soit arrivé. »

L'application de ce principe ne soulève aucune difficulté quand il y a un terme fixé par une convention expresse intervenue entre les parties. Ainsi si je conviens avec un commerçant que je ne le paierai que lorsqu'il n'aura fourni toute une série de marchandises, il n'aura d'action contre moi qu'après qu'il aura fourni toute la série convenue, et la prescription d'un an ne courra contre lui qu'à partir de ce moment et non après chaque fourniture séparée.

Cette théorie est unanimement admise par tous les auteurs.

Mais une difficulté s'élève pour savoir si l'article 2257 s'applique dans le cas où il y a terme fixé par une convention tacite ?

L'affirmative ne nous paraît pas douteuse, car l'article 2257 a été conçu dans les termes les plus généraux. Mais cependant l'application soulève une difficulté sérieuse. Quand y a-t-il terme tacite ? C'est là surtout une question de fait que les juges doivent résoudre en cas de contestation d'après les circonstances de la

cause, les usages locaux, les habitudes particulières du créancier et du débiteur.

De plus l'article 1160 nous paraît bien lui aussi trancher la question en nous permettant d'admettre l'usage comme une convention tacite : « On doit sup- » pléer dans le contrat, dit-il, les clauses qui y sont » d'usage *quoiqu'elles n'y soient pas exprimées*. » Il est donc légal d'après l'article 1160 et il est conforme à l'intention des parties le fournisseur et le client, l'ouvrier et le maître pour lequel il travaille, etc... de supposer que dans l'accord qui s'est formé tacitement entre elles pour lequel rien n'a été écrit, elles ont entendu s'en référer à l'usage pour l'exigibilité de la créance et par conséquent pour le point de départ de la prescription.

Donc si en vertu d'une convention ou si d'après les usages, on ne doit payer les fournisseurs que par trimestre et au mois, la prescription ne commencera qu'après chaque trimestre ou après chaque mois.

Cette théorie est admise par la plupart des auteurs ¹.

Marcadé, à propos du point de départ des courtes prescriptions, s'exprime ainsi et après avoir critiqué la manière de procéder des auteurs : « Chacun ne » donne que des solutions contradictoires ou n'en » donne aucune. Et pourtant n'était-il pas facile d'ar- » river ici à un principe logique, et cette idée *de l'époque » tacitement convenue pour le paiement* que M. Duranton » et d'après lui Mourlon ont fort bien appliqué dans » certains cas, ne devait-elle pas être admise partout.

1. Guillouard, n° 765. Baudry-Tissier, n° 753. Demante et Colmet de Santerre, n° 380 bis, IV et V. Marcadé, sur l'art. 2278, II.

» La loi, remarquons-le bien en fixant ici pour les
» nombreuses catégories de créanciers qu'elle prévoit
» *le délai* de la prescription, n'en fixe pas de même *le*
» *point de départ*, elle le laisse sous l'empire du droit
» commun. Or le droit commun c'est que la prescription
» d'une créance commence à l'exigibilité de cette
» créance ¹. »

La jurisprudence admet même et sur ce point MM. Baudry-Lacantinerie et Tissier dans leur ouvrage sur la prescription sont du même avis qu'en tenant compte de l'accord tacite des parties, la prescription établie par l'article 2272 à l'égard des marchands contre leur action à raison des fournitures faites à des individus non marchands ne court lorsqu'il y a eu compte entre les parties, que du jour de la dernière fourniture et non à partir de chacune d'elles ². Dans l'arrêt de 1860 la Cour de Cassation s'exprime ainsi : « Ils'agit d'un
» compte qui devait être apprécié dans son ensemble :
» les dernières opérations comprises dans ce compte ne
» remontaient qu'à quelques semaines et ne pouvaient
» être atteintes par la prescription. »

La loi du 24 décembre 1897 relative aux frais dus aux notaires, décide que pour les actes dont l'effet est subordonné au décès comme les testaments et les donations entre époux pendant le mariage, la prescription ne courra que du jour du décès de l'auteur de la disposition. C'est là une application de l'article 2257. En effet pour que le droit qui est dû à l'occasion de ces actes

1. Marcadé, *op. et loc. cit.*

2. Baudry-Tissier, *loc. cit.* Cass., 8 août 1860, S. 60.1.535 ; Cass., 4 mai 1898, S. 1900.1.271, D. 98.1.454.

soit acquis au notaire, il faut qu'il y ait survie du bénéficiaire de la libéralité, ce n'est qu'au jour du décès que le notaire peut réclamer son paiement ; c'est à ce moment que la prescription commencera à courir contre lui.

Aussi nous admettons que le terme tacite retarde le point de départ des prescriptions de courte durée réglées par les articles 2271 à 2273.

Deux auteurs et non des moindres ont repoussé cette théorie du terme tacite, ce sont Huc et Laurent ¹.

Laurent traite le terme tacite une invention de la doctrine, et : « ce qui fait, dit-il, à propos de la créance » de l'ouvrier, que ce terme tacite n'est qu'une invention de la doctrine, c'est que l'ouvrier a le droit d'agir » dès que l'ouvrage est achevé à moins que le débiteur ne prouve qu'un terme ait été convenu. L'usage » de ne présenter les mémoires qu'à la fin de l'année, » ne constitue pas une convention, il est fondé sur les » convenances et non sur un concours de consentement, tel est le droit strict sauf stipulation contraire. »

Il reconnaît cependant lui-même que cette interprétation conduit à des « conséquences absurdes », l'usage étant que même l'ouvrier fasse crédit ; et il s'en prend au législateur : « Le législateur, dit-il, devait tenir » compte du changement présent opéré dans la position des artisans en prolongeant la durée de la prescription. »

Pour Huc l'article 2274 n'a visé que « l'hypothèse » unique ou une fourniture quelconque, en travail,

1. Laurent, t. XXXII, n° 521. Huc, t. XIV, n° 476.

» marchandise ou autre a été faite dans des conditions
» ordinaires où il ne paraissait pas qu'il doit y avoir
» continuation...

» Cette observation suffit pour démontrer que la règle formulée par l'article 2274 ne peut comporter
» aucune restriction ¹. »

Partant de ce principe, il repousse le terme tacite et il ajoute : « On oublie cependant que cette prétendue
» convention tacite se place nécessairement au début
» même de la livraison des fournitures et que l'article
» 2274 suppose au contraire qu'il n'y a pas eu de convention portant sur le terme assigné pour l'époque
» des paiements. »

Ces critiques ne nous paraissent pas fondées et les raisons qu'en donnent les savants auteurs, MM. Baudry-Lacantinerie et Tissier, nous paraissent très probantes ².

« Sans doute, s'il y a cessation de travaux et fournitures la prescription court de suite sauf convention contraire, et ici l'usage ne peut être considéré comme un terme au sens précis du mot ; nous avons admis cette solution pour les honoraires dus aux médecins. Mais quand les travaux et fournitures continuent il n'y a rien de déraisonnable à dire que l'usage de ne payer qu'à chaque huitaine ou à chaque quinzaine constitue une convention tacite, il y a un terme et la prescription ne court pas. »

La question du point de départ de la prescription a été réglée par l'article 2273 pour les paiements des

1. Huc, t. XIV, n° 475.

2. Baudry-Tissier, *loc. et op. cit.*

frais et honoraires des avoués. « L'action des avoués, » dit-il, pour le paiement de leurs frais et salaires se » prescrit par deux ans à compter du jugement des pro- » cès ou de la conciliation des parties ou depuis la révo- » cation desdits avoués. Al'égard des affaires non termi- » nées, ils ne peuvent former de demandes pour leurs » frais qui remonteraient à plus de cinq ans. » Cela tient à ce que la situation de l'avoué, dans une affaire où son ministère n'est pas venu à fin au bout d'un certain temps, mérite d'être prise en considération. Il fallait mettre un terme aux réclamations de l'avoué, qui se mettant journellement à découvert pour des avances considérables, ne saurait être censé n'avoir pas demandé des acomptes à son client, pendant plus de cinq ans cette considération a amené ainsi à distinguer les affaires terminées des affaires non terminées.

Pour les autres cas de courtes prescriptions presque tous les auteurs s'accordent sur les solutions à donner, sauf pour les médecins pour lesquels de nombreuses solutions ont été données. Nous allons passer en revue les trois principales.

Une première opinion d'ailleurs abandonnée aujourd'hui, se basant sur ce que chaque visite constitue une créance particulière exigible immédiatement, décide que la prescription commence à courir de chaque visite ou de chaque fourniture ¹.

Une seconde théorie s'appuyant sur ce que le point de départ de la prescription est l'époque de l'exigibilité, que cette exigibilité se détermine par la convention et

1. Limoges, 3 juillet 1839, S. 40.2.57. Vazeilles, t. II, n° 733. Laurent, t. XXII, n° 524. Aubry et Rau, 4^e éd., t. VIII, p. 442.

à son défaut par l'usage, admet que c'est l'usage, qui, à défaut de convention, forme le point de départ de la prescription qu'il s'agisse de maladies aiguës ou chroniques. Pour les maladies aiguës, l'usage étant qu'un médecin ne soit jamais payé qu'à la fin de la maladie, c'est à ce moment que se place le point de départ de la prescription; pour les maladies chroniques c'est encore sur l'usage qu'on se règle et la prescription commence à courir chaque semestre ou chaque année selon que l'habitude sera de payer le médecin tous les six mois ou tous les ans ¹. C'est cette opinion qui a été généralement adoptée en Belgique et c'est ainsi que la jurisprudence belge, en se fondant sur ce qu'il est d'usage pour les médecins d'envoyer à la fin de l'année le relevé de leurs comptes, admet qu'à défaut de conventions expresses la prescription de l'article 2274 ne court qu'à partir de la fin de chaque année.

La jurisprudence française accepte une troisième solution qui sans distinguer maladies aiguës ou chroniques fait courir la prescription du moment de la cessation des soins ², les soins du médecin ne donnant lieu qu'à une seule créance qui n'est définitivement exigible qu'après la cessation des rapports entre malade et docteur.

Toutefois elle ajoute que, si une même maladie a compris plusieurs périodes distinctes entre lesquelles les soins médicaux ont cessé pendant un temps suffisamment long pour qu'il soit possible de présumer la

1. Bruxelles, 21 janvier 1892, S. 92.4.24. Gand, 16 janvier 1894, S. 94.4.32. Marcadé, sur l'art. 2274, n° 111.

2. Seine, 15 janvier 1870, S. 72.2.24, D. 71.3.101.

libération du malade, la prescription ne commencera à courir que dès la fin de cette période⁴, et que ce n'est qu'autant que les soins donnés ont été ininterrompus que la créance du médecin forme une créance indivisible.

Cette solution de la jurisprudence française est celle qui nous paraît le plus pratique, car c'est seulement à partir de la cessation des soins que le malade va songer à payer et le médecin à réclamer ses honoraires. Ne serait-ce pas du reste mettre un docteur dans une situation embarrassante que de l'obliger à réclamer ce qui lui est dû au cours du traitement de la maladie ?

4. Caen, 21 avril 1868, S. 68.2.97, D. 71.2.183.

CHAPITRE II

RÈGLES GÉNÉRALES CONCERNANT L'INTERRUPTION DES COURTES PRESCRIPTIONS.

L'article 2274 dans son alinéa 2 s'occupe de l'interruption des prescriptions spéciales des articles 2271 à 2273. « Elle (c'est-à-dire la prescription spéciale établie par les articles précédents) ne cesse de courir » que lorsqu'il y a eu compte arrêté, cédule ou citation en justice non périmée¹. »

Les précédents historiques ne laissent aucun doute sur le sens de cette disposition. L'ordonnance de 1510 disait déjà en ce qui concerne la prescription de six mois contre les marchands : « Lesdits six mois passés » ne seront plus reçus à faire question ni demande de » ce qu'ils auraient fait, fourni ou livré dedans iceux, » sinon qu'il y eut arrêté de compte, cédule ou obligation, ou interpellation judiciaire faite dans le temps » susdit. »

Le coutume de Paris disait aussi que la prescription d'un an est opposable « s'il n'y a cédule, obligation, » arrêté de compte par écrit ou interpellation judiciaire ».

1. Cf. C. civ. italien, art. 2141. C. civ. hollandais, art. 2009. C. civ. monténégrin, art. 630.

Enfin l'ordonnance de 1673 pour la prescription de six mois ou d'un an ajoutait « si ce n'est qu'avant » l'année ou les six mois il n'y eut un compte arrêté, » sommation ou interpellation judiciaire, cédula, obligation ou contrat ».

L'article 2274 reproduit donc la solution traditionnelle. La prescription ne court plus que s'il y a eu *compte arrêté* c'est-à-dire d'après la définition qu'en donne Pothier, reconnaissance de la dette signée par le débiteur au bas du mémoire ou sur le registre du créancier, cédula ou obligation, reconnaissance par écrit sous seing privé ou authentique ou enfin citation en justice. D'après Pothier il ne suffit pas d'une sommation ou interpellation quelconque, il faut une citation en justice.

Ce principe énoncé dans l'article 2274 alinéa 2 n'est qu'une conséquence du grand principe que nous avons posé que les courtes prescriptions sont fondées sur une présomption de paiement.

Dès lors soit qu'il y ait eu reconnaissance de la dette par le débiteur, soit que la dette ait donné lieu à une demande en justice, la présomption de paiement disparaît.

Voici comment s'exprime à ce sujet le savant auteur M. Guillouard : « Les trois premières expressions de » l'article 2274 *compte arrêté*, *cédule* ou *obligation*, » signifient une reconnaissance de la dette, de telle » sorte que ce texte peut se résumer ainsi : ces prescriptions cessent de courir lorsque la dette a été » reconnue par le débiteur ou a donné lieu de la part » du créancier à une citation. La raison en est que dans

» un cas comme dans l'autre, la présomption de paiement sur laquelle sont fondés les articles 2271 à 2273 disparaît¹. »

Il faut d'ailleurs remarquer que l'article 2274 alinéa 2 ne fait qu'appliquer aux courtes prescriptions les règles générales posées pour toutes les prescriptions dans les articles 2244 et 2248 du Code civil qui portent que la reconnaissance de la dette et la citation en justice sont des causes d'interruption. On peut même ajouter que le commandement et la saisie dont l'article 2274 ne parle pas mais qui sont indiqués dans l'article 2244 interrompent les courtes prescriptions comme les autres, et cela pour deux raisons, d'abord parce que l'article 2244 s'applique à toutes les prescriptions et ensuite parce que le commandement ou la saisie font disparaître, aussi bien la présomption de paiement que la citation en justice ou la reconnaissance.

Il a été jugé par le Tribunal civil de la Seine que tandis que la prescription ordinaire est interrompue par la reconnaissance que le débiteur fait du droit de celui contre lequel il prescrit, la prescription de l'article 2272 ne cesse de courir que s'il y a eu compte arrêté, cédule ou obligation ou citation en justice non périmée².

Un arrêt de la Cour de Cassation a jugé de même pour la prescription ou de six mois contre les hôteliers qu'il faudrait pour qu'elle fut interrompue qu'il y ait eu arrêté du compte, cédule ou obligation³.

1. Guillouard, n° 767.

2. Trib. civ., Seine, 7 novembre 1895, D. 96.2.15.

3. Cass., 20 juin 1838, D. *Répert. Prescription.*, n° 975.

*
* *

Quand il s'agit de la prescription des frais dus aux notaires, avoués ou huissiers, la citation en justice dont parle l'article 2274, a été remplacée par la signification de la taxe qui, aux termes de l'article premier de la loi du 24 décembre 1897, interrompt le cours de la prescription.

*
* *

Le décès du débiteur avant que la prescription n'ait été acquise interrompt-elle la prescription ? Si le créancier n'actionne les héritiers du débiteur qu'après le délai de la prescription écoulé, celle-ci leur sera-t-elle opposable ? Cela ne fait aucun doute, et nous admettrons avec la jurisprudence ¹ que la prescription s'accomplit par la réunion du temps couru sur la tête du débiteur et sur celle de son héritier qui la continue.

Un arrêt de la Cour de Cassation s'exprime ainsi :

« La Cour vu l'article 2272 du Code civil ; et attendu
» que l'action des médecins, chirurgiens et apothicai-
» res pour leurs visites, opérations et médicaments,
» se prescrit par un an ; que cette prescription étant
» fondée sur la présomption de paiement résultant de
» ce que d'ordinaire on n'attend pas un temps aussi
» long pour se faire payer de ces sortes de dettes, court
» du jour de chaque fourniture et s'accomplit par la
» réunion du temps couru sur la tête du débiteur et

1. Civ. cass., 29 octobre 1810, *Répert. prescript. civile*, n° 1063.

» sur celle de l'héritier ; que ce principe est d'autant
» plus certain qu'il se trouve consacré par les articles
» 2274 et 2275 du même Code et qu'en décidant le con-
» traire le jugement attaqué viole formellement l'arti-
» ticle 2272 précité. »

CHAPITRE III

CONDITIONS DE L'INTERRUPTION.

Pour que les courtes prescriptions soient interrompues et que l'article 2274 reçoive son application une première question se pose. Faut-il un écrit ?

Comment doit-on interpréter l'expression « compte arrêté, cédula ou obligation » ; faut-il les entendre en ce sens qu'un acte *écrit* du débiteur soit nécessaire pour produire cette interruption.

L'opinion très générale des auteurs suivie en cela par la jurisprudence est qu'il faut un écrit pour que l'article 2274 puisse s'appliquer. Jamais on ne pourrait s'offrir à prouver par témoins ou par présomptions l'arrêté de compte ou la reconnaissance du débiteur.

M. Guillouard¹ est très affirmatif et pour lui il faut un écrit.

C'était du reste la solution admise dans l'ancien droit, et Pothier interprétant l'ordonnance de 1673 s'en explique très nettement dans le passage suivant : « Ces » prescriptions de six mois et d'un an n'ont pas lieu » lorsque la créance est établie *par quelque acte par* » *écrit* soit par-devant notaire, soit sous signature pri-

1. Guillouard, n° 771.

» vée ; tels que sont une obligation du débiteur par
 » acte par-devant notaire, ou une promesse sous signa-
 » ture privée, ou enfin un arrêté de compte au bas d'un
 » mémoire, qui contient les fournitures, ou sur le
 » journal d'un marchand, *arrêté et signé par le débi-*
 » *teur* ; c'est le sens de ces termes de l'article 9 du titre
 » premier de l'ordonnance de 1673 ; voulons le contenu
 » avoir lieu si ce n'est qu'avant l'année et les six mois
 » il y eut un compte arrêté, cédula, obligation ou con-
 » trat '... »

Après avoir rappelé ce passage de Pothier, M. Guillo-
 luard ajoute : « En employant les mêmes termes dans
 » l'article 2274 « compte arrêté, cédula ou obligation »,
 » les législateurs n'ont pas dû vouloir leur donner un
 » sens différent de celui qu'ils avaient dans notre an-
 » cien droit. D'ailleurs en eux-mêmes chacun de ces
 » termes éveille l'idée d'un acte écrit. Aussi croyons-
 » nous que c'est à cette condition seulement que l'ar-
 » ticle 2274 sera applicable ² ».

Une chose certaine est que l'article 2274 est la re-
 production de l'ordonnance de 1673 ³.

Ainsi la plupart des auteurs ont admis l'interpréta-
 tion ancienne sans la discuter. Pour Marcadé l'arrêté
 de compte « est un mot écrit par le débiteur au bas du
 » mémoire ou sur le registre du créancier pour recon-
 » naître la dette ⁴ ». Leroux de Bretagne définit l'arrêté

1. Pothier, *Obligations*, n° 710. Bourjon, *Droit commun*, t. VI, titre VII, chap. IV, sect. IV.

2. Guillovard, *loc. cit.* Dans le même sens. Marcadé, sur l'art. 2274, n° 4. Aubry et Rau, t. VIII, § 774, note 79, p. 446.

3. V. *L'exposé des motifs* de Bigot Prémeneu.

4. Marcadé, sur l'art. 2274, n° 4.

de compte « la déclaration mise au bas de la facture » ou du mémoire du fournisseur portant reconnaissance de la dette¹ ». MM. Aubry et Rau disent simplement que les mots « arrêté de compte, cédule ou » obligation doivent s'entendre de tout acte authentique ou sous seing privé portant reconnaissance de la dette² ».

Quant à la jurisprudence elle a jugé par de nombreux arrêts que l'article 2274 a visé nécessairement un écrit.

Elle exige formellement que la déclaration écrite par le débiteur contienne reconnaissance de la dette.

La Chambre des requêtes par un arrêt du 14 juillet 1875³ a décidé qu'une lettre écrite par un client dans laquelle celui-ci déclare « qu'il est prêt à payer après » la remise d'un mémoire détaillé des frais et honoraires », ne constitue pas un compte arrêté, une cédule ou une obligation, et la Cour de Paris conformément à cette opinion a jugé par arrêt du 12 juin 1884 qu'il en est de même de la lettre écrite par un débiteur à son créancier pour lui demander un terme ou délai pour payer, alors qu'il est fait allusion à la dette dans cette lettre sans que la quotité soit fixée⁴. La Chambre civile de la Cour de Cassation a jugé de même que l'arrêté de compte ou l'obligation susceptible d'interrompre la prescription aux termes de l'article 2274, doit s'entendre d'un écrit authentique ou sous seing privé portant reconnaissance de dette. Et que par suite en

1. Leroux de Bretagne, *Nouveau traité de la prescription en matière civile*, t. II, p. 368, n° 1311.

2. Aubry et Rau, t. VIII, p. 446, n° 774, note 79.

3. 14 juillet 1875, S. 1875.1.408, D. 1875.1.439.

4. D. *Répert. gén. Suppl. Prescrip. civ.*, n° 695 et 571, p. 188, n° 2.

matières de fournitures, le fait par le prétendu débiteur d'avoir laissé volontairement son livret de fournitures entre les mains du fournisseur, ne saurait être assimilé à un arrêté de compte ou à une obligation propre à interrompre la prescription ¹.

La même Chambre civile a été également saisie de la question à propos de l'article 434 du Code de commerce relatif aux courtes prescriptions du droit maritime rédigé dans les mêmes termes que l'article 2274 du Code civil et qui a même origine ; et par deux arrêts elle a décidé d'une façon très nette que l'arrêté de compte qui interrompt les courtes prescriptions du droit maritime, notamment les prescriptions annales des actions en délivrance de marchandises, implique une reconnaissance par écrit avec fixation du chiffre de la dette ².

De même un règlement de compte non signé ne saurait avoir l'effet d'interrompre la prescription, lors même que l'existence de ce règlement serait déclarée par le juge du fait et qu'il serait de plus déclaré dans le jugement que les tailles constatant les fournitures ont été mises entre les mains du créancier par le débiteur comme preuve de la non-délibération ³.

Il faut bien préciser le sens de cette jurisprudence, et en l'examinant on voit que dans les cas où elle écarte, comme ne rentrant pas dans les termes de l'article 2274, les reconnaissances que l'on oppose, elle ne leur recon-

1. Cass. civ., 23 janvier 1895, S. 95.1.90, D. 95.1.398.

2. Cass. civ., 8 novembre 1893, D. 94.1.3 ; 15 janvier 1894, S. 1895.1.89, D. 94.1.89.

3. D. *Répert. gén. Prescript. civ.*, 1041. Cass. civ., 27 juillet 1853, S. 53.1.70, D. 53.1.253.

naît même pas le moindre effet interruptif. Et de cette façon l'article 2274 se trouve constituer un système à part en ce qui concerne l'interruption des courtes prescriptions. L'application du droit commun ne se trouvant à reprendre son effet qu'à partir du moment seulement où se sont produites une des circonstances que l'article 2274 a prévues ; seulement dans ces cas les articles 2244 et suivants du Code civil redeviennent applicables.

Cette jurisprudence ne laisse pas de soulever de sérieuses critiques.

Ne pourrait-on pas d'abord se demander si les termes mêmes de l'article 2274 exigent nécessairement un écrit signé du débiteur, les mots arrêté de compte, cédula ou obligation impliquent-ils absolument qu'il y ait un écrit. De plus la tradition de l'ancien droit est-elle suffisante pour imposer ce formalisme un peu étroit.

Laurent ne paraît pas admettre la solution donnée par la jurisprudence.

« La loi, dit-il, ne prescrit aucune forme pour la validité du compte, on reste donc sous l'empire des principes généraux. Il a été jugé qu'un règlement de compte non signé n'avait pas l'effet d'interrompre la prescription, cela est trop absolu ¹. »

M. Tissier sous un arrêt de la Cour de Cassation relatif aux courtes prescriptions de l'article 433 du Code de commerce étudie la question et critique la solution généralement admise ².

« Il faut avouer, dit-il, que l'interprétation tradition-

1. Laurent, t. XXXII, n° 534.

2. Alb. Tissier, note dans S. 95.1.89.

» nelle est susceptible de critique et qu'on ne voit pas
» très bien les exigences que l'on prête à l'article 2274.
» On dit, il est vrai, que dans les cas prévus par cet ar-
» ticle si les prescriptions de six mois, d'un an ou de
» deux ans, cessent de courir pour faire place à la
» prescription de trente ans, ce n'est pas seulement
» parce que le débiteur a reconnu sa dette, c'est parce
» que la loi présume qu'il aura soin, ayant fait une
» reconnaissance, de retirer une quittance lors du paye-
» ment pour prouver sa libération. Ce motif, qui
» montre pourquoi la loi ne le protège plus par les
» courtes prescriptions, implique, dit-on, que l'arrêté
» de compte est écrit et signé ; ce n'est que dans ce cas,
» en effet, que le débiteur aura soin de retirer une
» quittance.

» Ce motif est-il bien péremptoire ? Est-ce bien là
» une considération qui a frappé les auteurs de la loi ?
» On peut en douter. Il ne semble pas, en général
» qu'on se soit préoccupé pour faire courir la prescrip-
» tion de trente ans de ce fait que la créance est cons-
» tatée par écrit et que le débiteur pensera à retirer
» une quittance. La solution traditionnelle des anciens
» auteurs doit-elle être nécessairement suivie lors
» même qu'elle est contraire aux règles du droit com-
» mun ! En général la reconnaissance interruptive de
» prescription n'a pas besoin d'être écrite ; elle est
» soumise aux principes ordinaires en matière de
» preuve. Il en est ainsi même quand il s'agit d'une
» reconnaissance impliquant novation de la dette et
» substitution d'une courte prescription à la prescrip-
» tion de droit commun. Cette novation ne se présume

» pas (C. civ. article 1273), mais elle n'exige pas nécessairement un écrit. Tels sont les principes. On doit se demander si dans les cas de l'article 2274 la loi a voulu y déroger ; si bien que dans les hypothèses prévues par cet article, on pourrait se trouver en présence, soit d'une simple reconnaissance interruptive sans novation, soit d'une reconnaissance contenant novation sans changement de prescription, soit enfin d'une reconnaissance entraînant substitution de la prescription de trente ans à la courte prescription qui courait antérieurement. La preuve de cette dérogation ne nous paraît pas fournie d'une manière décisive. »

Pothier décidait que quoique l'action qui naît du marché soit prescrite celle qui naît de la promesse de payer, lorsqu'elle est prouvée comme elle peut l'être est une nouvelle action.

Ne pourrait-on pas admettre la possibilité d'une reconnaissance interruptive ordinaire n'opérant pas novation, et laissant subsister les courtes prescriptions, n'opérant aucune interversion de prescription. Cela a été jugé par la Cour de Paris qui a jugé que la lettre écrite à un marchand par un client, et d'après laquelle il offre de payer certaines rectifications de compte, laisse subsister la dette avec son caractère primitif sans opérer de novation et sans constituer une cédula ou obligation dans le sens de l'article 2274 ¹. La Cour de Cassation dans un arrêt du 7 mai 1906 ² a adopté cette manière de voir, et dans une note sous cet arrêt, M. Tis-

1. Paris, 14 juin 1899, S. 1900.2.15.

2. Cass. civ., 7 mai 1906, S. 06.1.513 et note de Tissier.

sier commente longuement cette jurisprudence approuvant la Cour de Cassation d'avoir admis ce nouveau principe, « cette interprétation paraît raisonnable, dit-il ».

L'article 2274 n'a pas proscrit ces reconnaissances interruptives ; il les laisse de côté, il ne vise que les cas dans lesquels la courte prescription *cesse de courir* pour faire place à la prescription trentenaire. Il est équitable et juridique que des reconnaissances ordinaires puissent être invoquées par le créancier comme interrompant la prescription.

Ainsi le droit commun reste applicable à la simple interruption ordinaire, aux reconnaissances ou promesses du débiteur qui ne rentrent pas dans l'application de l'article 2274. Des faits ou des actes quelconques peuvent constituer ces reconnaissances ; et le juge peut en admettre la preuve par les règles du droit commun, et même au-dessus de 150 francs tous les moyens de preuve seront admis s'il y a commencement de preuve par écrit ¹.

Ainsi en résumé l'interruption des courtes prescriptions reste soumise en principe au droit commun ; mais par exception au droit commun d'après lequel on doit rechercher s'il y a eu oui ou non, dans la reconnaissance de la dette faite par le débiteur, novation de l'obligation, la reconnaissance par écrit avec fixation du chiffre de la dette pourra seule opérer l'interversion de la prescription, la substitution de la prescription trentenaire à la courte prescription.

1. Baudry-Tissier, n° 527 et s., n° 759, p. 600. Cf. Aubry et Rau, 4^e éd., t. VIII p. 446, § 774. Laurent, t. XXXII, n° 530.

Et c'est dans ce sens qu'il faut dire avec MM. Baudry-Lacantinerie et Tissier que : « Il faut considérer que » les articles 2244 et 2248 ne s'appliquent pas ici et » que l'article 2274 a organisé des causes d'interrup- » tions spéciales qui seules doivent être admises ¹. »

*
* *

Nous venons de voir qu'il faut un écrit pour que l'article 2274 ait son effet plein et entier, mais une autre question se pose : Quelle est la nature de cet écrit ?

L'écrit contenant obligation ou reconnaissance de la dette ne doit pas seulement pour produire l'effet interruptif de l'article 2274 contenir une reconnaissance vague de la dette, il y doit en fixer la quotité sans cela il n'y a pas compte arrêté comme le veut l'article 2274 et comme l'ordonnance de 1673 l'exigeait ².

Pour certains auteurs et parmi eux nous citerons MM. Baudry-Lacantinerie et Tissier, il suffit d'un arrêté de compte ou d'une obligation nouvelle par écrit « cette obligation, disent-ils, peut résulter d'une » simple lettre si la lettre contient reconnaissance de » la dette ³ ».

Plusieurs arrêts de jurisprudence sont en ce sens.

Il a été jugé en ce sens que la prescription édictée par l'article 2271 cesse d'être opposable dès que le débiteur poursuivi a reconnu expressément l'existence de la dette ⁴.

La Cour de Cassation de Belgique a jugé que la con-

1. Baudry-Tissier, *op. et loc. cit.*

2. Guillouard, n° 772. Huc, t. XIV, n° 479.

3. Baudry-Tissier, n° 758.

4. Civ., 30 juillet 1879, D. 1879.1.424.

vention par laquelle le débiteur et le créancier stipulent qu'un prix sera payable par fractions équivalent à un compte arrêté dont parle l'article 2274 et s'oppose en conséquence au cours de la prescription annale, car régler les époques de paiement n'est-ce pas reconnaître la dette et en fixer l'importance ! Il importe peu que le paiement de la dette doive s'effectuer par fractions successives si la totalité de la dette est arrêtée.

Dans ce sens il a été jugé que des lettres missives d'un client à son avoué relatives aux frais réclamés par celui-ci ont pu être considérées comme une promesse de payer, obligation ou cédula dans le sens de l'article 2274 de nature à n'être atteinte que par la prescription de trente ans et non pas seulement une reconnaissance interruptive de la prescription¹. Que la lettre par laquelle une partie sur l'invitation que lui a faite son médecin de payer les soins et visites répond « qu'elle » passera chez lui pour le remercier des soins qu'il » lui a prodigués », a pu être considérée comme constituant de la part de cette partie une obligation de payer, obligation qui la rend non recevable à opposer la prescription de l'article 2272².

La jurisprudence a même été plus loin, la Cour d'Agen ayant jugé même que la prescription contre les ouvriers en paiement de leurs salaires réglée par l'article 2271 n'a pas lieu quand un règlement de compte est à faire entre un ouvrier et un patron³.

Mais les arrêts sont encore plus nombreux dans la

1. Req., 29 juin 1843, D. *Répert. Prescrip. civ.*, 1040-3°, S. 43.1.712.

2. Req., 11 juillet 1820, D. *Répert. op. cit.*, 1040-1°.

3. Agen, 5 juillet 1833, D. *Répert. Prescript. civ.*, 991, Mandat, 384.

théorie contraire et la jurisprudence nous paraît maintenant définitivement fixée, pour exiger un écrit portant reconnaissance de la dette avec fixation du chiffre de cette dette.

La Chambre des requêtes par un arrêt du 14 juillet 1875¹ a décidé qu'une lettre écrite par un client dans laquelle celui-ci déclare « qu'il est prêt à payer après la remise d'un mémoire détaillé des frais et honoraires ne constitue pas un compte arrêté, une cédule ou une obligation à la suite desquels la prescription de deux ans cesse de courir, et la Cour de Paris conformément à cette opinion a jugé par arrêt du 14 juin 1884 qu'il en est de même de la lettre écrite par un débiteur à son créancier pour lui demander un terme ou délai pour payer, alors qu'il est fait allusion à la dette dans cette lettre sans que la quotité soit fixée².

La Chambre civile de la Cour de Cassation a été elle-même saisie de la question en ce qui concerne l'application de l'article 433 du Code de commerce qui, ainsi que nous le savons, a même origine que l'article 2274 du Code civil ; et par deux arrêts elle a décidé d'une façon très nette que l'arrêté de compte qui interrompt les courtes prescriptions du droit maritime, notamment les prescriptions annales des actions en délivrance de marchandises implique une reconnaissance par écrit avec fixation du chiffre de la dette³, et sur l'hypothèse de l'article 2274 la même Chambre déclarait l'année suivante que ce texte ne peut

1. 14 juillet 1875, D. 1876.1.439.

2. D. *Répert. supplément. Prescript. civ.*, 605 et 571, S. 85.2.198.

3. Civ., 8 novembre 1893, D. 93.1.3 et 15 janvier 1894, D. 94.1.96.

s'appliquer au cas où le débiteur n'a pas reconnu sa dette par acte sous seing privé et où il a simplement laissé aux mains de son créancier un livret sur lequel sont inscrites les fournitures reçues par lui¹.

Le Tribunal civil de la Seine a jugé de même le 7 novembre 1895² avant que l'article 2272, modifié par la loi du 30 novembre 1892, ait compris expressément les chirurgiens-dentistes au nombre des personnes contre lesquelles pouvait être invoquée la prescription annale que, à supposer que les dentistes soient soumis aux dispositions de l'article 2272, une lettre adressée à un dentiste dans laquelle l'expéditeur s'excuse de ne point encore avoir réglé une dette, dont il n'énonce pas la quotité et qui ne saurait constituer qu'un commencement de preuve par écrit, n'a pu avoir l'effet d'interrompre la prescription comme ne rentrant dans aucune des énonciations de l'article 2274 qui sont le compte arrêté, la cédule ou l'obligation, et comme n'ayant pas opéré novation de l'obligation.

Dans un arrêt plus récent la Cour de Cassation s'exprime ainsi : « Vu l'article 2274 : Attendu qu'aux » termes de cet article les prescriptions annales pré- » vues par l'article 2272 du Code civil ne cessent de » courir que lorsqu'il y a eu compte arrêté, cédule ou » obligation ou citation en justice non périmée. — » Attendu que par les mots arrêté de compte, cédule » ou obligation, la loi entend dans l'article précité une » reconnaissance par écrit avec fixation du chiffre de » la dette. — Attendu que c'est seulement lorsque la

1. Cas. civ., 23 janvier 1895, D. 95.1.398.

2. D. 1896.2.15.

» dette est ainsi reconnue que la courte prescription
» fait place à la prescription trentenaire ; que des
» lettres missives dans lesquelles le débiteur faisait
» allusion à une dette dont le chiffre n'est pas énoncé,
» dit au créancier d'être sans inquiétude et lui promet
» des acomptes, ne sauraient constituer la cédula ou
» l'obligation dont parle l'article 2274 et avoir pour
» effet de substituer la prescription trentenaire à la
» prescription annale¹. »

Cet arrêt paraît fixer la jurisprudence d'une façon définitive. Il n'y aura donc substitution de la prescription trentenaire aux courtes prescriptions qu'autant que la dette sera reconnue dans l'une des formes indiquées par l'article 2274, c'est-à-dire par une reconnaissance de dette par écrit portant fixation du chiffre de la dette.

*
* *

La reconnaissance ou l'arrêté de compte pour produire effet interruptif doit émaner du débiteur lui-même, ou de son mandataire.

La Chambre des requêtes de la Cour de Cassation a jugé en ce sens que le règlement consenti par le mandataire du débiteur, alors même qu'il n'a pas été suivi d'exécution, interrompt la prescription contre ce débiteur². Un autre arrêt de la même Cour a décidé dans une autre affaire que la lettre du chargé d'affaires d'un client qui promet à l'avoué de faire tous ses efforts pour le payer a pu être considéré comme une cédula

1. Cass., 7 mai 1906, D. 1908.1.65.

2. Req., 31 janvier 1872, D. 72 1.246.

ou obligation propre à interrompre la prescription.

Mais en cette matière comme en toute autre le mandat peut être tacite, et la reconnaissance faite par ce mandataire aura-t-elle le même effet interruptif. Cela ne fait aucun doute¹. C'est ce qui a été jugé par la Cour de justice de Genève² avec raison à propos de la reconnaissance faite par une femme mariée; celle-ci est réputée avoir reçu un mandat tacite de son mari pour les fournitures de ménage, et en conséquence la Cour de justice de Genève a décidé que les arrêtés de compte fait par la femme à l'occasion de fournitures de ménage avaient la même force que s'ils étaient émanés du mari et par suite interrompaient la prescription dans les termes de l'article 2274.

1. Guillouard, n° 773, Baudry-Tissier, n° 758.

2. Cour de justice de Genève, 4 avril 1881, S. 81.4.30.

CHAPITRE IV

EFFETS DE L'INTERRUPTION.

Quand l'interruption se produira, c'est-à-dire quand un des actes prévus par l'article 2274 aura eu lieu, qu'arrivera-t-il.

D'après le droit commun article 2248 du C. civ. la reconnaissance de la dette, lorsqu'elle est expresse a pour effet ordinaire, d'interrompre la prescription et de substituer à la prescription en cours, si cette prescription est une prescription abrégée, la prescription de droit commun qui est la prescription de trente ans (art. 2262). Pour ce qui est de la citation en justice elle n'a pour effet que d'interrompre la prescription sans en modifier en quoi que ce soit les conditions, la transformation de la dette ne pouvant résulter non d'une simple citation en justice, mais d'une condamnation.

Nous croyons d'abord que l'article 2274 apporte une double modification au droit commun pour les prescriptions des articles 2271 à 2273 dont il s'occupe, modifications relatives l'une à la reconnaissance de dette, l'autre à la citation en justice.

L'article 2274 ne veut pas seulement dire que les différents actes qu'il énumère interrompent la prescrip-

tion, il veut dire aussi qu'ils l'intervertissent, c'est-à-dire que la nouvelle prescription qui commencera à courir au profit du débiteur, ne sera plus du tout celle qu'il aurait pu invoquer auparavant, mais une prescription toute différente quant à ses conditions et à sa durée, la prescription de trente ans.

En effet l'article 2274 décide que la prescription « cesse de courir », ce qui signifie à notre avis, non seulement qu'elle est interrompue, mais que l'ancienne prescription, la prescription abrégée des articles 2271 à 2272, ne recommence plus à courir et il est évident que la prescription trentenaire est la seule qui dorénavant puisse être opposée. Cela résulte également de la comparaison de l'article 2274 avec l'ordonnance de 1673 que le Code n'a fait que reproduire. Après avoir énuméré les courtes prescriptions, l'ordonnance ajoutait (titre I article 9) : « Voulons que le contenu ès deux articles ci-dessus avoir lieu encore qu'il y eut continuation de fournitures ou d'ouvrage *si ce n'est* qu'avant l'année ou les six mois il n'y eut un compte arrêté, sommation ou interpellation judiciaire, cédula, obligation ou contrat. »

En premier lieu lorsqu'il y a eu compte arrêté, cédula ou obligation, c'est-à-dire reconnaissance de la dette par acte sous signatures privées ou authentiques, la créance est constatée par un titre nouveau qui a son existence et son efficacité propre, et dès lors il est très juridique de dire que la prescription qui va commencer à courir est la prescription de droit commun de trente ans.

La loi considère ainsi qu'il y a novation dans la dette et qu'on entre dans le droit commun puisqu'il

s'agit d'une dette nouvelle, et ainsi pour la reconnaissance expresse elle supprime le pouvoir d'appréciation qui appartient aux juges pour les prescriptions en général de rechercher si la dette implique la volonté d'opérer novation dans la dette.

« En général, disait à cet égard Poullain du Parc,
» les courtes prescriptions n'ont aucun effet lorsque le
» débiteur a consenti une obligation par écrit depuis
» la création de la dette sujette à la courte prescription,
» parce qu'alors le lien de l'obligation est le même que
» pour toutes les obligations personnelles, et consé-
» quemment il ne peut plus tomber que sous la pres-
» cription de trente ans¹. »

Ainsi la prescription trentenaire peut seule être admise contre une créance résultant de sommes dues à un serviteur à gages si cette créance a été reconnue par le maître dans un compte arrêté et signé par lui².

Un arrêt de la Cour de Douai, confirmé par un arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de Cassation, a jugé de même³ que la reconnaissance par une partie dans des lettres missives adressées à son avoué des sommes dont elle peut être débitrice envers lui a pour effet, non seulement d'interrompre la prescription de deux ans, mais encore de constituer pour l'avoué un titre spécial qui ne peut s'éteindre que par la prescription trentenaire.

La Cour d'Agen a décidé que lorsque à la suite d'une transaction une partie s'est engagée à payer tous les

1. Poullain du Parc, *Prescription*, n° 300.

2. Cass. civ., 10 février 1831, D. *Répert. Prescript. civ.*, n° 1066.

3. Douai, 9 juin 1841, D. *Répert. Frais et Dépens*, 965 et sur. pourvoi Req. 29 juin 1842. *Prescription*, 1040.3°.

frais d'un procès, cette obligation constitue pour le débiteur un titre nouveau auquel on ne peut opposer que la prescription trentenaire¹.

Ces solutions sont très rationnelles et s'expliquent très bien.

Nous avons vu que les courtes prescriptions sont basées sur ce que les dettes dont elles s'occupent sont payées dans un bref délai et sans que le débiteur retire une quittance du paiement qu'il aura fait, une quittance paraissant inutile pour une dette qui n'est constatée par aucun titre écrit. Or quand le débiteur souscrit un compte il reconnaît qu'il n'a pas payé et qu'il ne paiera pas dans le court temps de la prescription, sinon il serait inutile d'arrêter un compte. Dès lors les parties ne se trouvent plus dans la situation que la loi suppose en établissant les courtes prescriptions; le créancier ne demande pas être payé de suite, le débiteur reconnaît qu'il ne peut pas payer, de plus s'il paie, il ne manquera pas de retirer une quittance. Les parties se replacent donc dans la situation où se trouvent les débiteurs et les créanciers en général; partant il y a lieu à la prescription ordinaire de trente ans.

Cependant il peut arriver que l'acte interruptif qui fait cesser la courte prescription en opérant novation du titre du créancier ne fasse pas courir la prescription trentenaire. La durée de la nouvelle prescription sera déterminée par la nature de la nouvelle dette qui est substituée à l'ancienne. Si le débiteur par exemple a reconnu sa dette et en a donné un nouveau titre en signant un billet à ordre, l'acte interruptif a pour effet

1. Agen, 16 juin 1890, D. 90.2.10.

de remplacer la courte prescription par la prescription quinquennale applicable aux effets de commerce (article 189 Code de commerce).

Aussi pour qu'il y ait lieu à la prescription de trente ans, il faut une reconnaissance de la dette opérant novation et que la dette nouvelle soit une créance ordinaire prescriptible par trente ans (art. 2262 C. civ.).

*
* *

Mais l'interversion des courtes prescriptions se produira-t-elle lorsque l'interruption résulte d'une citation en justice.

Deux systèmes se trouvent ici en présence, les uns n'admettent pas que la citation en justice puisse opérer interversion des courtes prescriptions.

MM. Demante et Colmet de Santerre¹ se rallient à ce système.

Après avoir dit que les raisons qui font admettre l'interversion des courtes prescriptions leur paraissent suffisantes en ce qui touche les hypothèses où il y a eu compte arrêté, cédule ou obligation ils ajoutent : « Mais » nous avons peine à attribuer le même effet aux citations en justice non suivies de jugement. Certes quand » il est intervenu un jugement, il existe entre le débiteur et le créancier un titre qui vaut bien un acte » notarié et la présomption de paiement sans quittance n'est guère admissible. Mais la citation en justice seule n'est pas un titre, le débiteur peut, en fait, » l'avoir ignorée ou oubliée parce qu'il n'a pas joué » de rôle actif dans cet acte, dès lors il serait dange-

1. Demante et Colmet de Santerre, t. VIII, n° 382 bis, II et III.

» reux de l'assimiler à une reconnaissance. Si la loi a
» rapproché cet acte des autres c'est qu'il constitue
» une entrave à la prescription, il l'interrompt, il
» l'arrête dans son cours, et c'est peut-être à raison de
» l'effet différent des actes qu'il énumérait que l'article
» 2274 a employé l'expression non technique et par
» conséquent vague de cesse de courir. »

MM. Demante et Colmet de Santerre invoquent à l'appui de leur doctrine l'autorité de Pothier, dont le texte pour eux paraît être résumé par l'article 2274 alinéa 2. Après avoir dit que les prescriptions de six mois et d'un an n'ont pas lieu quand il y a eu promesse écrite ou arrêté de compte, Pothier cite l'ordonnance de 1673 (art. 9 titre I) qui emploie les mêmes expressions que le Code et il ajoute que en ce cas la créance n'est sujette qu'à la prescription de trente ans.

Puis au numéro suivant il ajoute : « Ces prescriptions n'ont pas lieu si elles ont été interrompues par
» une demande en justice, intentée avant que la prescription soit expirée et qui ne soit point tombée
» depuis en péremption, cela est commun à toutes les
» prescriptions¹. »

Les savants auteurs ajoutent² : « N'est-il pas clair que
» pour ce dernier acte, Pothier ne fait pas de différence
» entre les courtes et les longues prescriptions et qu'il
» n'attribue à la citation qu'un effet interruptif? Ne faut-il
» pas croire que si Pothier a traité deux hypothèses
» différentes en employant les mêmes expressions : la
» prescription n'a pas lieu, le Code civil a bien pu

1. Pothier, *Oblig.*, n° 710 et 711.

2. Demante et Colmet de Santerre, *op. et loc. cit.*

» admettre deux solutions différentes pour deux espèces
» ces qu'il embrassait dans une seule formule : la
» prescription cesse de courir? »

Ainsi pour ces auteurs la prescription qui courra après l'interruption résultant de la citation en justice sera de même nature que l'ancienne, sauf s'il intervient un jugement auquel cas la créance résultant de la condamnation se prescrira par trente ans¹.

Cette distinction n'est peut-être pas très exacte. Nous croyons plutôt que la loi a voulu substituer la prescription trentenaire dans le cas où il y a eu citation en justice.

Nos raisons de décider sont les mêmes que dans les cas de reconnaissance de dette, d'un côté l'article 2274 décide que la prescription cesse de courir, et de l'autre il est impossible de présumer en pareil cas que le paiement sera effectué dans les délais d'usage. De plus la citation en justice suffit à elle seule pour écarter toute présomption de paiement qui n'aurait pas été constatée par une quittance. L'interruption si la citation est périmée sera non avenue. S'il intervient un jugement la nouvelle prescription de trente ans courra à compter du jugement. Si pendant trente ans l'instance reste pendante elle peut produire son effet interruptif pendant trente ans et la nouvelle prescription de trente ans courra après ce délai. De sorte que si la péremption n'est pas invoquée l'effet interruptif de la demande sera susceptible de se prolonger pendant trente ans. Le débiteur n'est pas digne d'être autrement protégé, pourquoi ne s'est-il pas occupé de sa défense de faire statuer sur la demande

1. En ce sens : Troplong, t. II, n° 992.

et de faire prononcer la péremption. Si après un si long délai il peut encore être inquiété il ne peut pas se plaindre, il n'avait qu'à faire hâter la solution.

Les objections tirées des passages de Pothier que l'on invoque ne sont pas décisives, car de ce que Pothier traite dans deux numéros successifs de l'effet de la reconnaissance et de celui de la citation en justice, et de ce qu'il ne s'explique pas, sur l'effet de la novation qui peut résulter de la demande en justice, il ne s'ensuit nullement que dans ce dernier cas il écarte l'idée de novation.

Ainsi dans notre droit actuel, il nous paraît que le texte de l'article 2274 qui met sur la même ligne la reconnaissance de la dette et la citation en justice ne permet d'établir aucune distinction entre les effets de l'une et de l'autre ; et cette assimilation est très naturelle, car dans les deux cas la présomption de paiement de la dette à brève échéance, base des courtes prescription, disparaît complètement ¹.

1. En ce sens : Laurent, t. XXXII, n° 531. Guillouard, n° 769. Huc, t. XIV, n° 478. Baudry-Tissier, n° 756. Leroux de Bretagne, II, n° 1311.

CHAPITRE V

POUVOIRS RESPECTIFS DES JUGES DU FOND ET DE LA COUR DE CASSATION.

Les questions que l'interprétation de l'article 2274 soulèvent, le sens qu'il faut donner aux mots compte arrêté, cédule ou obligation, de même que la règle sur l'interversion de la prescription ne sont pas de pures questions de fait, et pour la question de l'interversion une simple règle d'interprétation, rentrant dans l'appréciation souveraine des juges du fond. Sans doute les juges du fond constateront d'une manière définitive les faits, mais en prenant pour base ces constatations la Cour de Cassation a le droit et le devoir de vérifier si le sens qui a été donné aux faits ainsi constatés ne viole pas les règles de droit écrites dans l'article 2274.

Quant à la règle de l'interversion des courtes prescriptions c'est une règle de droit qui peut donner ouverture à cassation ¹.

Toutefois il a été jugé par la Chambre des requêtes de la Cour de Cassation que l'appréciation par les juges

1. Guillouard, n° 775. Baudry-Tissier, n° 761. Laurent, t. XXXII, n° 537. Cass., 15 janvier 1894, S. 95.1.89 ; 23 janvier 1885, S. 95.1.90.

du fond, que des lettres missives comprennent une promesse de payer et constituent une obligation ou cédule au sens de l'article 2274, échappe à la censure de la Cour de Cassation ¹.

Un autre arrêt de la Chambre des requêtes a jugé aussi que les juges du fond qui déclarent que les circonstances, dans lesquelles la reconnaissance d'un client qui se déclare dans sa correspondance prêt à payer son avoué dès que celui-ci lui soumettra le compte détaillé de ses frais, ne permettaient pas d'y voir une promesse obligatoire ayant pour objet de faire cesser la prescription de l'article 2273, *usent du pouvoir d'appréciation qui leur appartient* ².

Ainsi pour ces deux arrêts les juges du fond ont un pouvoir d'appréciation souverain en ce qui concerne l'interprétation de l'article 2274, et cette appréciation échappe totalement à l'examen de la Cour de Cassation.

Nous repoussons cette théorie qui n'est pas suivie d'une façon continue par la jurisprudence et nous nous rallierons à celle de MM. Guillouard et Baudry-Lacantinerie et Tissier que nous avons exposée plus haut.

1. Req., 29 juin 1842. D. *Répert. Prescrip. civile*, 1040-3°.

2. Req., 14 juillet 1875, D. 76.1.439-440.

CONCLUSION

L'étude de la prescription réserve à celui qui s'y livre une véritable surprise : ce sont les articles 2274 et 2275, mais surtout l'article 2275.

Le Code présente la prescription comme un mode d'acquérir la propriété ou de se libérer d'une obligation. L'originalité de sa cause supérieure aux décisions arbitraires d'un législateur et les considérations d'ordre public qui sont sa base devaient lui faire attribuer les mêmes résultats que la vente et le paiement.

Puis brusquement sans que rien y prépare on s'aperçoit qu'en certaines hypothèses il dépend du créancier que la prescription accomplie perde son efficacité. Il suffit qu'un fournisseur dont on combat les demandes en invoquant la prescription, défère le serment au défendeur pour que celui-ci ne soit plus à couvert contre ses prétentions. Pour être mis hors de cause il lui faudra jurer qu'il a payé sa dette.

Mais dira-t-on comment pourrait-il se plaindre puisque la loi s'en remet à lui-même de la solution du litige ? Argument détestable.

Si le pseudo-débiteur est un individu sans aveu il prêtera le serment requis qu'il ait raison ou tort. Le

créancier n'aura trouvé dans cette procédure qu'une fausse garantie pire que l'absence de toute protection par les frais inutiles qu'elle aura occasionnés et par les espérances déçues qu'elle aura fait naître.

Si le défendeur est un parfait honnête homme, il hésitera souvent à prêter le serment requis. Il y a quelque chose de gênant à être juge dans sa propre cause ; il redoutera le reproche même injustifié d'avoir abusé de la confiance qu'un autre avait en lui. D'autre part la certitude absolue que nécessite le serment est chose rare ; elle sera d'autant plus exceptionnelle en l'occurrence qu'il s'agit en général de créances minimales dont le paiement ne laisse pas de traces décisives dans l'esprit du débiteur et de dettes relativement anciennes (puisque la prescription est acquise) en sorte que les souvenirs s'y rattachant ont pu s'effacer.

Pour jurer sans hésitation qu'une dette a été acquittée il faudrait une preuve tangible de cet acte. Or souvent aucune note n'aura été prise de l'opération, ou elle aura été avec le temps soit détruite soit égarée. Si par hasard le document décisif existe le défendeur l'aura produit avant que le procès ne commence et celui-ci se trouvera évité.

La réflexion prolongée ne saurait apporter aucune sécurité au contraire. A mesure que l'on songe à un fait passé, l'esprit est envahi, tantôt par un doute croissant, tantôt par une certitude de plus en plus ferme. Mais ce résultat dépend beaucoup moins de la vigueur des souvenirs que de la disposition de l'esprit, de la délicatesse de conscience.

Bien plus un débiteur scrupuleux satisfera à la

demande de son créancier avant toute citation en justice dès qu'il ne sera pas moralement sûr d'avoir payé. Il ne refusera de déférer à cette réclamation que pour des motifs graves, mais parfois insuffisants pour asseoir un serment. En sorte qu'il encourra une condamnation, et, se verra reprocher avec quelque apparence de raison d'avoir voulu spolier un créancier et de n'avoir reculé que devant un parjure.

Voici enfin un dernier argument contre l'article 2275.

Supposons qu'un fournisseur vienne réclamer le prix d'un objet de peu de valeur dont il peut prouver la livraison moins de trente années auparavant. Très souvent l'acquéreur en refusera le paiement, convaincu qu'il n'a pu rester si longtemps sans acquitter cette dette ; mais ce n'est pas là une certitude et à vingt ans de distance ou plus sa mémoire n'a gardé aucun souvenir de ce fait insignifiant et ses comptes personnels ont sans doute disparu. Notre texte a pour résultat de donner au créancier d'autant plus de chances de triompher que son débiteur est d'une conscience plus délicate, et que lui-même en retardant sa demande en paiement a fait preuve de plus de négligence ou de mauvaise foi.

Le Code allemand n'a pas reproduit notre article 2275, s'il ne l'écarte pas il ne le réserve pas non plus. Dans son silence on ne saurait introduire une règle aussi contraire à la morale qu'à tous les principes de la prescription.

Les reproches que l'on pourrait faire à l'article 2274 sont bien moindres ; son plus grave défaut est d'amener une complication inutile du système de la prescription,

surtout à cause de son manque de précision en ne disant pas d'une façon claire en quoi consistent les mots arrêté de compte, s'il est nécessaire qu'il y ait acte écrit, et quelles conditions cet acte doit remplir, en ne disant pas dans quels cas il y a seulement interruption de la prescription et dans quels cas il y a interversion, ce qui amène, ainsi que nous l'avons vu, de grandes divergences d'opinion entre la jurisprudence et les auteurs.

Aussi la meilleure réforme de cette partie du Code civil consisterait à supprimer l'article 2275, car, de cette façon, les courtes prescriptions auraient des effets plus absolus et vaudraient libération complète, ainsi qu'à biffer l'article 2274 alinéa 2.

Il n'y a que les législations étrangères inspirées directement par notre Code civil qui les ont reproduits. Mais les Codes les plus récents, le Code allemand et le Code fédéral suisse des obligations n'ont établi aucune règle de ce genre.

On peut même se demander s'il n'y aurait pas lieu, si à l'exemple de ces Codes il n'y aurait pas également avantage à supprimer également les règles exceptionnelles de l'article 2274 alinéa 1 sur le point de départ des courtes prescriptions pour laisser le fonctionnement des courtes prescriptions entièrement soumis au droit commun.

Vu, *le doyen*,
LYON-CAEN.

Vu, *le président*,
Albert TISSIER.

Vu et permis d'imprimer :

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

Caractère et fondement des courtes prescriptions.

CHAPITRE I ^{er} . — Caractères des courtes prescriptions des articles 2271 à 2273 Code civil.....	13
CHAPITRE II. — Conditions dans lesquelles peuvent être invoquées les courtes prescriptions.....	20

DEUXIÈME PARTIE

Fonctionnement des courtes prescriptions.

Etude de l'article 2275 Code civil.

CHAPITRE I ^{er} . — Nécessité du serment.....	31
CHAPITRE II. — Prescriptions auxquelles s'applique l'article 2275.....	38
CHAPITRE III. — Du serment de crédulité.....	42
Règles générales.....	42
Personnes auxquelles il peut être déféré.....	43
Cas dans lesquels il peut être déféré	48
Formule du serment.....	52
Nécessité de déférer le serment.....	54

TROISIÈME PARTIE

Etude de l'article 2274.

CHAPITRE I ^{er} . — Point de départ de la prescription.....	57
CHAPITRE II. — Règles générales concernant l'interruption des courtes prescriptions.....	68

CHAPITRE III. — Conditions de l'interruption.....	73
Nécessité d'un écrit?.....	75
Nature de l'écrit.....	81
De qui l'écrit doit-il émaner.....	85
CHAPITRE IV. — Effet de l'interruption.....	87
Dans le cas de compte, arrêté cédule ou obligation.....	88
Dans le cas de citation en justice.....	91
CHAPITRE V. — Pouvoirs respectifs des juges du fond et de la Cour de Cassation.....	93
CONCLUSION.....	97

